

LA MEMOIRE COLONIALE PAR LES LETTRES

LETTRES du « Sud » au « Nord »

Anthologie

Présentation

Ce recueil de lettres de personnalités issues des peuples colonisés de l'histoire coloniale française qui s'adressent à d'autres personnalités du Nord (France, Europe, Etats-Unis) peut être une bonne introduction à une entrée dans la mémoire coloniale.

Elles jalonnent les parcours historiques, donnant à lire des prises de position d'individus représentatifs trop souvent encore ignorées ou occultées. Les rassembler permet de les (re)lire et de prendre la mesure des revendications et analyses dont la mise en sourdine a contribué à façonner le monde d'aujourd'hui avec ses contradictions, ses tensions et ses profondes inégalités. Ces « lettres » sont un genre de discours particulier où le rédacteur s'implique personnellement pour peser de son poids dans la prise de position de l'interlocuteur, dans des rapports de domination différenciés mais qui, toujours, ont opprimé le Sud. Les particularités de la lettre qui est un texte ramassé et relativement court, toujours homogène, un texte personnel qui dévoile la personnalité de l'émetteur et nous le rend humain, si humain... en font un document de choix pour aborder l'Histoire par son humanité.

Chaque lettre est remise en contexte pour aider sa lecture qui ne peut se faire en profondeur sans connaître les différents pôles du schéma de la communication et les faire signifier dans leur singularité pour chaque texte particulier.

Douze lettres :

- **Toussaint Louverture** à Bonaparte
- **Louis Delgrès** à l'Univers
- **L'émir Khaled** au Président Wilson
- **Mohamed Abdelkrim** aux nations civilisées
- **Jean Sénac** à un jeune Français d'Algérie
- **Frantz Fanon**, Lettre à un Français et Lettre de démission à R. Lacoste
- **Aimé Césaire** à Maurice Thorez
- **Lumumba**, Lettre à son épouse
- **Sony Labou Tansi** à François Mitterrand
- **Aminata Traoré** au Président des Français
- **E. Glissant et P. Chamoiseau** à Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur

La collecte de ces lettres a été réalisée sous la coordination de Christiane Chaulet Achour et Serge Guichard, dans le cadre du Réseau International Frantz Fanon et l'anthologie a été diffusée à la Fête de L'Humanité de septembre 2008, enrichie de six autres lettres. La collecte peut continuer !

[Mi-février 1802]
LETTRE DE TOUSSAINT LOUVERTURE A BONAPARTE

Citoyen Consul,

Votre lettre m'a été transmise par le citoyen Leclerc, votre beau-frère, que vous avez nommé capitaine-général de cette île : titre qui n'est point reconnu par la constitution de Saint-Domingue. Le même messenger a rendu deux enfants innocents aux embrassements et à la tendresse de leur père. Mais quelques chers que me soient mes fils, je ne veux point avoir d'obligation à mes ennemis, et je les renvoie à leurs geôliers.

Les forces destinées à faire respecter la souveraineté du peuple français ont aussi effectué une descente ; elles répandent partout le carnage et la dévastation. De quel droit veut-on exterminer, par le fer et par le feu, un peuple grossier, mais innocent ? Nous avons osé former une constitution adaptée aux circonstances. Elle contient de bonnes choses, comme vous en convenez vous-même ; mais il s'y trouve aussi, dites-vous, des articles contraires à la souveraineté du peuple français. En quoi consiste donc cette souveraineté ? Quelle est son étendue ? Doit-elle être sans mesures et sans limites ?

Saint-Domingue, cette Colonie, qui fait partie intégrante de la République française, aspire, dit-on, à l'indépendance. Pourquoi non ? Les Etats-Unis d'Amérique ont fait comme nous ; et avec l'assistance du gouvernement français, ils ont réussi à consolider leur liberté. Mais, répondez-vous, il y a des défauts dans votre constitution. Je le sais. Quelle institution humaine en est exempte ? Néanmoins, je suis persuadé que le système que vous avez adopté pour votre République, ne peut garantir, d'une manière plus certaine, la liberté individuelle ou politique, la liberté de la presse ni les droits de l'homme. Le poste élevé que j'occupe n'est pas de mon choix ; des circonstances impérieuses m'y ont placé contre mon gré. Je n'ai pas détruit la constitution que j'avais juré de maintenir. Je vis cette malheureuse île en proie à la fureur des factieux. Ma réputation, ma couleur, me donnèrent quelque influence sur le peuple qui l'habite ; et je fus, presque d'une voix unanime, appelé à l'autorité. J'ai étouffé la sédition, apaisé la révolte, rétabli la tranquillité ; j'ai fait succéder le bon ordre à l'anarchie ; enfin, j'ai donné au peuple la paix et une constitution. Citoyen Consul, vos prétentions sont-elles fondées sur des titres plus légitimes ? Si le peuple ne jouit pas ici de toute la liberté qu'on trouve sous d'autres gouvernements, il en faut chercher la cause dans sa manière de vivre, dans son ignorance et dans la barbarie inséparable de l'esclavage. Le gouvernement que j'ai établi pouvait seul convenir à des malheureux à peine affranchis du joug oppresseur ; il laisse, en plusieurs endroits, prise au despotisme, nous n'en saurions disconvenir ; mais la constitution de la France, cette partie la plus éclairée de l'Europe, est-elle tout à fait exempte de ces inconvénients ? Si trente millions de Français trouvent, comme je l'entends dire, leur bonheur et leur sécurité dans la Révolution du 18 brumaire, on ne devrait pas m'envier l'amour et la confiance des pauvres noirs, mes compatriotes. La postérité décidera si nous avons été obéis par affection, par apathie ou par crainte.

Vous offrez la liberté aux noirs en disant que, partout où vous avez été, vous l'avez

donnée à ceux qui ne l'avaient pas. Je n'ai qu'une connaissance imparfaite des événements qui ont eu lieu récemment en Europe, mais les rapports qui me sont parvenus ne s'accordent pas avec cette assertion. La liberté dont on peut jouir en France, en Belgique, en Suisse, ou dans les républiques Batave, Ligurienne et Cisalpine, ne satisferait jamais le peuple de Saint-Domingue. Nous sommes loin d'ambitionner une pareille indépendance.

Vous me demandez si je désire de la considération, des honneurs, des richesses. Oui, sans doute ; mais je ne veux point les tenir de vous. Ma considération dépend du respect de mes compatriotes, mes honneurs de leur attachement, ma fortune de leur fidélité. Me parle-t-on de mon agrandissement personnel dans l'espoir de m'engager à trahir la cause que j'ai embrassée ? Vous devriez apprendre à juger des autres par vous-même. Si le monarque qui sait avoir des droits au trône sur lequel vous êtes assis, vous commandait d'en descendre, que répondriez-vous ?... La puissance que je possède est aussi légitimement acquise que la vôtre ; et la voix unanime du peuple de Saint-Domingue peut seule me forcer à l'abandonner. Elle n'est point cimentée par le sang. Les hommes cruels, dont j'ai arrêté les persécutions ont reconnu ma clémence. Si j'ai éloigné de cette île certains esprits turbulents qui cherchaient à entretenir le feu de la guerre civile, leur crime a d'abord été constaté devant un tribunal compétent, et enfin avoué par eux-mêmes. Est-il quelqu'un d'entre eux qui puisse dire avoir été condamné *sans être entendu* ? Cependant, ces mêmes hommes vont revenir encore une fois ; ils vont déchaîner de nouveau les assassins de Cuba pour nous dévorer, et ils osent prendre le nom de chrétiens. Pourquoi vous étonnez-vous de ce que j'ai protégé la religion et le culte du Dieu créateur de toutes choses ! Hélas ! j'ai toujours honoré et glorifié cet être plein de douceur, dont la parole sacrée n'a que depuis peu trouvé grâce auprès de vous. C'est dans son appui que j'ai cherché ma consolation au milieu des périls ; et jamais je n'ai été trompé dans mes espérances. Je suis, dites-vous, responsable devant lui et devant vous des massacres qui se commettent dans cette île infortunée ; j'y consens. Que notre sort dépende de sa justice ! qu'il décide entre moi et mes ennemis, entre ceux qui ont violé ses préceptes et abjuré son saint nom, et l'homme qui n'a jamais cessé de l'adorer.

Signé : TOUSSAINT LOUVERTURE

Cette lettre a été reproduite par Charles Malo, Membre de l'Académie royale des Sciences de Lyon et de la société philotechnique, dans son *Histoire d'Haïti (île de Saint-Domingue) depuis sa découverte jusqu'en 1824*, nouvelle édition suivie de pièces officielles et justificatives, Paris, chez Janet et Ponthieu, 1825, pp.433-436.

Pour introduire la lettre, premier document de ses notes finales, il précise : « Plusieurs personnes assurent que Toussaint-Louverture répondit à la lettre que Bonaparte lui adressa : on a même fait circuler une copie de cette prétendue réponse. Si cette lettre n'est pas supposée, elle fait autant d'honneur à l'humanité qu'au jugement du général noir. Nous ne l'avons pas crue assez authentique pour l'insérer dans le corps de notre ouvrage. Cependant, comme elle s'accorde parfaitement avec les autres lettres, de l'authenticité desquelles on n'a jamais douté, nous avons pris le parti de l'insérer ici. »

(Voir le récit de la volonté de reprise en mains de l'île par Bonaparte par Leclerc interposé, p. 220 et sq. La lettre de Bonaparte est citée p.224 et sq.)

10 MAI 1802 LOUIS DELGRÈS

A l'univers entier, le dernier cri de l'innocence et du désespoir :

C'est dans les plus beaux jours d'un siècle à jamais célèbre par le triomphe des lumières et de la philosophie qu'une classe d'infortunés qu'on veut anéantir se voit obligée d'élever sa voix vers la postérité, pour lui faire connaître, lorsqu'elle aura disparu, son innocence et ses malheurs.

Victimes de quelques individus altérés de sang qui ont osé tromper le gouvernement français, une foule de citoyens, toujours fidèles à la Patrie, se voit enveloppée dans une proscription méditée par l'auteur de tous ses maux.

Le général Richepanse dont nous ne connaissons pas l'étendue des pouvoirs, puisqu'il ne s'annonce que comme général d'armée, ne nous a encore fait connaître son arrivée que par une proclamation dont les expressions sont si bien mesurées que, alors même qu'il promet protection, il pourrait nous donner la mort, sans s'écarter des termes dont il se sert.

Quels sont les coups d'autorité dont on nous menace ?

Veut-on diriger contre nous les baïonnettes de ces braves militaires dont nous aimions à calculer le moment de l'arrivée et qui naguère ne les dirigeaient que contre les ennemis de la République ?

Ah ! plutôt, si nous en croyons les coups d'autorité déjà frappés aux forts de la liberté, le système d'une mort lente dans les cachots continue à être suivi.

Eh ! bien nous choisissons de mourir plus promptement.

Osons le dire, les maximes de la tyrannie la plus atroce sont surpassées aujourd'hui.

Nos anciens tyrans permettaient à un maître d'affranchir son esclave ; et tout nous annonce que dans le siècle de la philosophie, il existe des hommes, malheureusement trop puissants pour leur éloignement de l'autorité dont ils émanent, qui ne veulent voir d'hommes noirs ou tirant leur origine de cette couleur que dans les fers de l'esclavage.

Et vous, Premier Consul de la République, vous, guerrier philosophique de qui nous attendions la justice qui nous était due, pourquoi faut-il que nous ayons à déplorer notre éloignement du foyer d'où partent les conceptions sublimes que vous nous avez si souvent fait admirer ?

Ah ! sans doute un jour, vous connaîtrez notre innocence ; mais il ne sera plus temps, et des pervers auront déjà profité des calomnies qu'ils ont prodiguées contre nous pour consommer notre ruine.

Citoyens de la Guadeloupe, vous dont la différence de l'épiderme est un titre suffisant pour ne point craindre les vengeances dont on nous menace – à moins qu'on ne veuille vous faire un crime de n'avoir pas dirigé vos armes contre nous -, vous avez entendu les motifs qui ont excité notre indignation.

La résistance à l'oppression est un droit naturel.

La Divinité même ne peut être offensée que nous défendons notre cause : elle est celle de la Justice, de l'Humanité.

Nous ne la souillerons pas par l'ombre même d'un crime.

Oui, nous sommes résolus à nous tenir sur une juste défensive, mais nous ne deviendrons jamais des agresseurs.

Pour vous, restez dans vos foyers ; ne craignez rien de notre part.

Nous vous jurons solennellement de respecter vos femmes, vos enfants, vos propriétés et d'employer tous les moyens à les faire respecter par tous.

Et toi, Postérité, accorde une larme à nos malheurs, et nous mourrons satisfaits !

Le colonel d'infanterie, commandant en chef de la force armée de la Basse-Terre
Louis Delgrès

Né en 1766 à Saint-Pierre (Martinique), Louis Delgrès est probablement le fils naturel de la mulâtresse Elisabeth Morin et de Louis Delgrès, blanc créole martiniquais de Saint-Pierre. La lettre est une « proclamation de résistance affichée dans les rues » au moment où il est le chef de la résistance, à partir du 10 mai 1802, contre les troupes consulaires du Général Richepance envoyées par Bonaparte pour rétablir l'esclavage. Le 20 mai, Delgrès se replie au Fort de Basse-Terre (baptisé, depuis 2002, Fort Louis Delgrès) qu'il doit abandonner le 22 mai pour se réfugier au pied de la Soufrière à Matouba vers Saint-Claude. Le 28 mai 1802, se voyant perdu, Delgrès et ses 300 compagnons se suicident à l'explosif dans leur refuge de l'habitation Danglemont à Matouba, respectant ainsi la devise révolutionnaire « Vivre libre ou mourir ».

Cette lettre intervient donc, comme la précédente de Toussaint Louverture, pour signifier clairement la résistance à la régression qu'impose Bonaparte, celle du rétablissement de l'esclavage. Comme en Haïti, Bonaparte décide de reprendre les choses en mains en s'emparant des chefs et en écrasant ses opposants.

Cf. sites consacrés à Louis Delgrès sur internet.

Mise en fiction de la résistance de la Guadeloupe et de Louis Delgrès dans le roman de Daniel Maximin, *L'Isolé soleil* (Le Seuil, 1981)

Mai 1919
L'EMIR KHALED
A Woodrow WILSON, Président des Etats-Unis d'Amérique

Monsieur le président,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre haute appréciation et à votre esprit de justice un exposé succinct de la situation actuelle de l'Algérie, résultant du fait de son occupation par la France depuis 1830.

Dans une lutte inégale, mais qui a été cependant tout à l'honneur de nos pères, les Algériens ont combattu pendant 17 ans, avec une énergie et une ténacité incomparables pour refouler l'agresseur et vivre indépendants. Le sort des armes ne leur fut malheureusement pas favorable.

Depuis 89 ans que nous sommes sous la domination française, le paupérisme ne fait qu'augmenter chez nous, pendant que les vainqueurs s'enrichissent à nos dépens. La convention, signée le 5 juillet 1830 entre le général de Bourmont et le Dey d'Alger, nous garantissait le respect de nos lois, de nos coutumes et de notre religion. La loi de 1851 a consacré les droits de propriété et de jouissance existant au temps de la conquête.

En débarquant à Alger, le 5 mai 1865, Napoléon III lançait un manifeste à la population musulmane : *« lorsque, il y a 35 ans, disait-il, la France a mis les pieds sur le sol africain, elle n'est pas venue détruire la nationalité d'un peuple, mais au contraire, affranchir ce peuple d'une oppression séculaire, elle a remplacé la domination turque par un gouvernement plus doux, plus juste, plus éclairé... »* Nous nous attendions à vivre en paix, côte à côte et en association avec les nouveaux occupants, nous basant sur ces déclarations officielles et solennelles.

Par la suite, nous nous sommes aperçus, hélas, à nos détriments, que d'aussi belles promesses ne devaient subsister qu'en paroles. En effet, comme au temps des Romains, les Français refoulèrent progressivement les vaincus en s'appropriant les plaines fertiles et les plus riches contrées.

Jusqu'à nos jours, on continue de créer de nouveaux centres de colonisation, en enlevant aux indigènes les bonnes terres qui leur restent, sous le prétexte intitulé : *« Expropriation pour cause d'utilité publique »*. Les biens Habous, qui se chiffraient par des centaines de millions de francs et qui servaient à l'entretien des monuments religieux et à venir en aide aux pauvres, ont été pris et répartis entre les Européens, chose extrêmement grave étant donné la destination précise et religieuse qu'avaient assigné à ces biens leurs donateurs.

De nos jours, malgré la loi de séparation des églises et de l'Etat, le peu de biens Habous qui reste est géré par l'administration française sous le couvert d'une cultuelle dont les membres serviles ont été choisis par elle. Inutile d'ajouter qu'ils ne possèdent aucune autorité. Contrairement à notre religion, l'administration profite de toutes les occasions, surtout pendant cette guerre, pour organiser dans nos mosquées et nos lieux saints des manifestations politiques. En présence d'une foule composée surtout de fonctionnaires, on fait lire des discours préparés pour la circonstance par les chefs du culte et on pousse même le sacrilège jusqu'à faire participer la musique militaire à ces manifestations humiliantes pour l'esprit religieux du musulman.

Voilà ce qu'on a fait des déclarations du général de Bourmont du 5 juillet 1830 et de la loi de 1851. Pendant 89 ans, l'indigène a été accablé sous le poids des impôts : impôts français et impôts arabes antérieurs à la conquête et maintenus par les nouveaux conquérants. En consultant la balance des recettes et des dépenses de l'Algérie, on voit aisément que, des indigènes surtaxés, la répartition du budget ne tient presque aucun compte de leurs besoins spéciaux.

Plusieurs tribus sont sans route et la grande majorité de nos enfants sans école. Grâce à nos sacrifices, on a pu créer une Algérie française très prospère, où la culture de la vigne s'étend à perte de vue ; le pays est sillonné de chemins de fer et de routes entre les villages européens. Pas très loin d'Alger on trouve des tribus entières, dont les territoires très peuplés, pauvres et abrupts, sont sans voie de communication.

Des agglomérations importantes sont dépourvues de tout. Comme au temps d'Abraham on y puise l'eau avec des peaux de boucs, dans des citernes ou des puits à ciel ouvert. C'est ainsi qu'en tout et pour tout, la part des plus nombreux est la plus faible et la charge des plus pauvres est la plus forte. Sous un régime dit républicain, la majeure partie de la population est régie par des lois spéciales qui feraient honte aux barbares eux-mêmes. Et ce qui est typique, c'est que certaines de ces lois qui instituent des tribunaux d'exception (tribunaux répressifs et cours criminelles) datent des 29 mars 1902 et 30 décembre 1902.

On peut voir là un exemple de la marche régressive vers les libertés. Pour que nous ne soyons pas taxés d'exagération, nous joignons à cette requête deux brochures écrites par deux Français d'Algérie: MM. François Marneur, avocat à la cour d'appel d'Alger et Charles Michel, conseiller général et maire de Tébessa. Elles sont édifiantes sur l'odieuse injustice de ces lois. Un autre exemple démontrera la violation de la parole donnée; le voici: Avant 1912, les troupes indigènes étaient recrutées par voie d'engagement volontaire moyennant quelques avantages offerts aux engagés.

Ces avantages furent supprimés progressivement et on arriva, en 1912, à la conscription obligatoire, d'abord partielle (10% du contingent) ensuite totale et cela malgré les énergiques protestations des Indigènes. L'impôt du sang nous a été appliqué en violation des principes les plus élémentaires de la justice. Appauvris, asservis et avilis par le droit du plus fort, nous n'avions jamais pu croire cependant qu'une pareille charge, réservée aux seuls citoyens français, jouissant de tous les droits, viendrait un jour peser sur nos épaules.

Des centaines de milliers des nôtres sont tombés aux différents champs de bataille, luttant malgré eux contre des peuples qui n'en voulaient ni à leur vie ni à leurs biens. Les veuves, les orphelins et les mutilés de cette guerre ont des traitements ou des subsides inférieurs même à ceux des néo-français. Beaucoup de blessés, incapables de tout travail, viennent grossir les rangs des malheureux qui pullulent dans les villes et les campagnes. Il est bien facile à l'observateur impartial de constater la grande misère des Indigènes.

À Alger même, des centaines d'enfants des deux sexes, déguenillés et rachitiques, traînent leur misère dans les rues en sollicitant la charité publique. En présence de ces faits navrants, le Gouvernement général de l'Algérie reste absolument indifférent. Sous le fallacieux prétexte de ne pas porter atteinte à la liberté, les mœurs se sont complètement relâchées et les boissons alcoolisées sont servies à profusion aux Indigènes dans les cafés. En vaincus résignés, nous avons supporté tous ces malheurs en espérant des jours meilleurs.

La déclaration solennelle suivante: «*aucun peuple ne peut être contraint de vivre sous une souveraineté qu'il répudie*» faite par vous en mai 1917, dans votre message à la Russie, nous laisse espérer que ces jours sont enfin venus. Mais, sous la tutelle draconienne de l'administration algérienne, les Indigènes sont arrivés à un degré d'asservissement tel qu'ils

sont devenus incapables de récriminer: la crainte d'une répression impitoyable ferme toutes les bouches. Malgré cela, nous venons, au nom de nos compatriotes, faire appel aux nobles sentiments de l'honorable Président de la Libre Amérique: nous demandons l'envoi de délégués choisis librement par nous pour décider de notre sort futur, sous l'égide de la Société Des Nations.

Vos 14 conditions de paix mondiale, monsieur le Président, acceptées par les alliés et les puissances centrales, doivent servir de base à l'affranchissement de tous les petits peuples opprimés, sans distinction de race ni de religion. Vous représentez au nom du monde entier le digne porte-drapeau du droit et de la justice. Vous n'êtes entré dans cette guerre gigantesque que pour les étendre à tous les peuples. Nous avons une foi ardente en votre parole sacrée. Cette requête est faite pour éclairer votre religion et attirer votre bienveillante attention sur notre situation de parias.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre haute considération.

Naissance le 20 février 1875 de Khaled El Hassani Ben El-Hachemi à Damas (en Syrie), petit-fils de l'émir Abd-El-Kader. Il partagera sa formation, selon les déplacements de sa famille, entre Damas, Alger et Paris et suit la formation de l'École militaire de Saint-Cyr à titre étranger, de 1893 à 1897, car il a refusé la naturalisation. Il gravit différents degrés de la carrière militaire et tente de démissionner plusieurs fois. Il est affecté, pendant la guerre, dans différents corps puis réformé de l'armée (avril 1918), mis à la retraite (1919) et rayé des cadres de l'armée (en juillet 1919). Commence alors son plein engagement dans la vie politique algérienne, avec présentation aux élections, création d'un journal, conférences très célèbres. C'est dans ce contexte qu'il envoie cette lettre au Président Wilson en avril 1919. Présent à Paris lors de la fondation de *L'Etoile Nord-africaine* en 1924, il en est Président d'honneur en 1926. Il meurt à Damas le 9 janvier 1936.

[<http://dzlit.free.fr/ekhaled.html>]

Mohamed Ould Cheikh, un des premiers écrivains algériens de langue française (1905-1938) lui consacre une de ses meilleurs oeuvres, une pièce de théâtre, *Samson l'Algérien* dont le texte, un peu édulcoré et passant ainsi le cap de la censure, est mis en scène par la troupe de Mahieddine Bachtarzi : la tournée en Algérie connaît un formidable succès. Reprise en 1947, elle sera interdite par les autorités coloniales.

6 septembre 1922
LETTRE D'ABDELKRIM
AUX NATIONS CIVILISEES

Nous avons déjà adressé des communications aux ambassadeurs de certaines puissances à Tanger, en leur exprimant nos griefs à l'égard de l'Espagne et nous ignorons si notre correspondance vous est parvenue. Aujourd'hui, nous faisons appel encore une fois à vos sentiments humanitaires et nous vous demandons d'agir pour le bien-être de l'humanité entière indépendamment de toute religion ou de toute croyance. Il est temps que l'Europe, qui a proclamé au XX^e siècle sa volonté de défendre la civilisation et d'élever l'humanité, fasse passer ces nobles principes du domaine de la théorie à celui de la pratique ; il est temps qu'elle se dresse pour défendre les humiliés contre les agresseurs et qu'elle défende, face aux puissants, les droits des faibles que leur sens traditionnel de la dignité ne peut mener, sans apport de secours extérieurs, qu'à une seule fin : l'autodestruction.

Le Rif est actuellement le théâtre d'une guerre, une guerre injustifiée aux yeux du seigneur, qui causera la destruction inutile de beaucoup d'Espagnols et de Rifains.

Les Espagnols croient que l'Europe les a chargés de réformer et de civiliser le Rif. Mais les Rifains demandent : " Est-ce que la réforme consiste à détruire des maisons en utilisant des armes interdites, est-ce qu'elle consiste à s'ingérer dans la religion d'autrui ou à usurper ses droits ? Ou bien n'est-elle qu'un mot pour désigner l'annexion de la terre des autres sous couvert de protection ? L'objectif de la protection est de préserver les droits et de protéger les sujets en question, et l'Europe peut constater à l'heure actuelle que nous avons besoin de quelqu'un qui nous protège contre l'agression de ce pouvoir qui s'attaque à notre liberté, notre indépendance, notre honneur et nos femmes.

Le soulèvement du Rif est le résultat de l'oppression et des abus de pouvoir par des jeunes Espagnols placés ici à des postes de commande. Ils ont autorité même sur les grands docteurs Musulmans, les fonctionnaires civils et les troupes indigènes ; c'est ainsi qu'ils ont commencé à prendre possession de la terre et des gens - ce qui nous rappelle les temps de la barbarie -, mais par le simple fait de porter le nom d'Européens, ils prétendent être des gens civilisés, alors qu'en réalité, loin d'être des réformateurs ou des protecteurs, ils ne sont que des conquérants aveugles.

Le Rif a mené une existence libre et ses hommes sont sacrifiés actuellement dans la défense de leur liberté et de leur religion.

Le Rif ne s'oppose pas à la civilisation moderne ; il n'est pas non plus opposé aux projets de réforme ni aux échanges commerciaux avec l'Europe. Le Rif aspire à l'établissement d'un gouvernement local : c'est un point fondamental pour la protection de ses propres droits ainsi que des droits des étrangers, conformément aux clauses des accords commerciaux qui lient les puissances européennes aux puissances d'Afrique occidentale. Mais le Rif ne veut pas que les rênes du pouvoir soient aux mains d'hommes qui reçoivent de l'or étranger en paiement de leur autorité et de leur patriotisme, qui livrent la terre et ses habitants à ceux qui leur offrent de l'argent et qui ne se soucient que de veiller à leurs seuls intérêts personnels. Ces hommes, sous le couvert de titres divers qui leur ont été conférés, ne sont à l'heure actuelle que les

instruments des intérêts des Espagnols, et n'ont aucun égard pour la loi islamique et pour les coutumes nationales.

Le Rif est soucieux d'établir un système de gouvernement pour lui seul, qui dépende uniquement de sa propre volonté ; il veut établir ses propres lois et ses traités commerciaux afin d'être le protecteur de ses droits sur le plan intérieur et international. L'Europe ne peut refuser un gouvernement de ce genre, tant qu'il ne s'oppose en aucune façon aux droits des Européens ou aux réformes ou à la civilisation.

L'Europe entend qu'il existe au Rif un soi-disant "Khalife" avec un "Protectorat espagnol" et des "Protecteurs". Elle peut donc penser que ceux-ci sont établis constitutionnellement et qu'ils gouvernent en toute justice. Il n'en est rien.

Le Rif a déjà fait appel à l'aide de ceux qui en Europe ont un sens de la justice, il a adressé une communication aux représentants des puissances, et il se trouve encore en armes pour chasser les destructeurs, dans l'attente d'une réponse des nations civilisées. Si celles-ci interviennent, et règlent le problème d'une manière satisfaisante pour le Rif et protègent les droits des deux parties, le Rif aurait alors la certitude que ces réclamations en faveur de l'humanité et de la civilisation étaient bien fondées; mais si elles se tiennent à l'écart et ne convoquent pas une conférence à laquelle les chefs du Rif seraient invités pour établir le bien-fondé de leurs déclarations et se charger d'exécuter tout accord conclu, il sera clair que l'Europe ne cherche qu'à lutter contre tout le monde Musulman avec n'importe quelles armes et par n'importe quel moyen.

Cependant, nous ne pouvons pas penser que la conscience de ceux qui tiennent les rênes politiques du monde civilisé, qu'ils soient Présidents ou Princes, puisse accepter avec sérénité une telle ignominie ; nous entendons ici particulièrement les pays que des liens solides unissent au monde de l'Islam. C'est le temps lui-même qui comblera ou détruira nos espoirs et l'opinion des justes estimant le moment venu nos espoirs à leur vraie valeur.

Quel était le but de l'Europe en réunissant la conférence d'Algésiras ?

Cherchait-elle à établir la loi et l'ordre, à promouvoir le bien public et garantir la prospérité économique ? Si le motif était bon et exempt de toute convoitise ou de toute visée politique ou militaire (comme nous croyons qu'il le fut sans aucun doute), il répond exactement aux vœux du Rif. Le Rif n'a aucune objection d'aucune sorte à ces conditions. Tout ce qu'il veut est de se débarrasser de l'oppression espagnole, de l'agression militaire et établir son propre gouvernement local, avec une administration qu'il contrôlera lui-même.

Est-ce que l'Europe trouve dans ce souhait quoi que ce soit de nuisible à ses intérêts ou une atteinte aux droits de ses communautés ? Y a-t-il quelque préjugé racial ou national qui l'oblige à fermer les portes de ses cercles politiques à ceux qui souffrent sous le joug espagnol ? Si l'Europe n'est pas prête à entendre les doléances du Rif et si elle considère que celles-ci sont loin de la vérité, laissons-la découvrir la vérité par la bouche des Espagnols mêmes, par ceux qui ont déclaré à leur parlement qu'il était nécessaire de se retirer à cause de leur échec et des outrages commis par les soldats et d'autres éléments, qui ne leur ont pas permis d'apaiser l'indignation et la colère du Rif.

Voici les doléances que nous vous adressons ouvertement, ô, nations civilisées de l'Europe ! Que la paix soit sur vous !

Signé : Mohamed Abdelkrim

Abdelkrim El Khattabi est né vers 1882 à Ajdir au Maroc et est décédé le 6 février 1963 au Caire (Egypte). Il organisa un puissant mouvement de résistance contre la France et l'Espagne. Il proclama, en 1922, la République confédérée des tribus du Rif. Il fut vaincu en 1926. Après son installation en Egypte, il a été consulté par Ben Barka et Che Guevara et il a été cité par Hô Chi Minh et Tito.

Cette lettre d'Abdelkrim El Khattabi, injustement tombé dans l'oubli pour avoir fondé la République du Rif au Maroc, alors qu'il mena la première guerre d'indépendance du XX^e siècle et inspira entre autres Hô Chi Minh et tous les indépendantistes nord-africains, est donnée dans sa traduction intégrale : lettre adressée par Abdelkrim aux Chefs d'Etat des grandes puissances européennes et à la Société des Nations à Genève le 6 septembre 1922, en plein début de la guerre du Rif. Ce document a été publié par Maria Rosa de Madariaga dans son ouvrage *Espana y el Rif*. Cf. aussi de Zakya Daoud, *Abdelkrim*, une épopée d'or et de sang, Séguier, Les colonnes d'Hercule, 1999.

MARS 1956

JEAN SENAC
LETTRE A UN JEUNE FRANÇAIS D'ALGERIE

Avant toute chose, il faut que tu saches, et cela de façon irrévocable, que si je n'ai jamais conçu l'Algérie sans eux, je ne peux désormais non plus la concevoir sans toi. Non, mon Algérie ne peut être la terre d'un racisme, et si je combats si violemment en toi les traces du vieil homme c'est pour maintenir parmi nous l'homme que tu ne peux éviter d'être.

Tu aimes l'Algérie où tu es né, où tu as grandi, comblé ; tu as sur cette terre tes parents et tes morts, tes souvenirs et ton espérance, le seul endroit pour toi de l'acte et du repos. Pour tout dire l'Algérie est ta patrie et ta raison de vivre. Tu sens que cette terre t'appartient, qu'elle chemine dans tes veines, que vous êtes liés indissolublement. Tout cela est vrai, cela est juste et bon. Mais puisque tu aimes cette terre, t'es-tu vraiment demandé ce qu'elle est, cette terre, ce qu'elle est réellement ? Être un homme, c'est aujourd'hui voir clair. Je sais que tes fanfaronnades cachent un désarroi, une douleur dont l'issue risque d'être le désespoir. Ah, terrible justice du monde ! vous qui avez semé le désespoir, voici qu'il vous revient, voici que le bourreau devient la victime. Les mots sont un peu gros ; un peu forts. Oui, bien sûr, mais tu ne t'es pas promené à trois heures du matin en décembre, rue de la Lyre à Alger, tu n'as pas vu les gosses crever de froid dans la vermine, les gosses innocents chassés par la police à coups de pieds, à coups de talons dans le crâne ! Tu n'as pas vu la plaie énorme dans le cœur de tes ouvriers. “Bicot, melon, bon à rien, voleur, fainéant, tronc de figuier“, ce sont des mots plus puissants que des perforieuses, des mots qui finissent par vous faire des entailles si profondes que le vent de la vengeance s'y engouffre sans épargne. La dignité, il faudra bien que tu admettes que tous les hommes en ont besoin et que, si on la leur arrache, ils finissent tout de même par la reconquérir.

Je ne reviendrai pas sur nos fautes et sur les causes du drame algérien. Tout le monde – et toi-même – sait heureusement à quoi s'en tenir. Seulement, aujourd'hui, le sang coule ! Oui, les hommes sont cruels et stupides, ils ne comprennent qu'une seule chose : la mort. Et tant de morts nous pèsent sur la conscience, auxquelles nous avons consenti par notre silence ou par nos paroles. Dans ce temps de morts, comme il est difficile de dire un mot ou de prolonger un silence qui ne tue pas ! (...)

Ce qu'il faut maintenant c'est tenir un langage réaliste et sans pudeur, aussi impudique et scandaleux que la vérité aux échardes. Et cela sans perdre une minute. Peut-être est-il déjà trop tard...

Tu conviens avec moi que la partie en Algérie est perdue pour les maîtres. En cela tu fais preuve d'une clairvoyance qui manque à beaucoup de nos compatriotes. La force, la répression et les excès du pouvoir, même s'ils s'exerçaient avec plus de vigueur, ne pourraient que colmater ici et là quelques brèches. Cela ne tiendrait pas plus d'un an ou deux, cinq au maximum. Le peuple algérien a gagné sa bataille. Le reconnaître n'est plus qu'une question de jours et de tactique. C'est pourquoi, moi qui ai milité pour cette liberté et cette

indépendance, moi qui ai lutté contre les prétentions égoïstes de nos pères, je dis qu'aujourd'hui la patrie algérienne est fondée et que le problème algérien est désormais un problème européen. C'est-à-dire que l'heure de l'option est venue et que la chute des masques est une question de vie ou de mort.

Oui, "les Arabes" ont gagné la partie. Depuis plus d'un siècle l'Europe vit sur cette terre sans se soucier des neuf dixièmes de ses habitants. Il est juste que ceux-ci retrouvent enfin leurs droits. La justice a pris les armes. Notre mal fut l'Absence. Avec la force du désespoir, tu me dis : "Nous tiendrons le temps que nous tiendrons, mais nous ne nous laisserons pas faire". Ne pas se laisser faire signifie pour toi tirer sur l'élastique d'une époque périmée. Tu vois bien que le fil est usé mais tu tires quand même. Tu agis désormais comme le fellagha : tu te sens humilié, frustré, tu prends les armes, tu acceptes la mort, tu décides de défendre ton bien. Avec la différence que lui a raison et combat pour l'avenir tandis que tu as tort et te sacrifies pour le passé. Je dis bien "sacrifies". C'est pesé. Ta résistance est inutile et tu le sais bien. Tu pêches par habitude, par manque d'imagination. Une fois de plus tu prends ton amour-propre pour de l'orgueil. Au nom de ce stupide sentiment tu es prêt à accepter le pire : tenir jusqu'au bout et, en fin de compte, mourir ou fuir. "On aura au moins montré qu'on n'est pas des lâches". Pourquoi, grands dieux ? Et pour défendre quels intérêts ? Si j'ai bien compris, tu accepterais même de perdre ta vie et ta ferme... C'est cela que j'appelle "Démission". Ce qu'il faut réviser, c'est ta conception du monde. Non pas "le lieu" mais "la formule". Au fond, je l'ai bien compris, tu sais que les choses ont changé, tu sais que le peuple algérien, derrière son Armée de Libération Nationale, obtiendra bientôt la reconnaissance de sa personnalité et les réformes sociales et économiques nécessaires à l'affirmation de cette personnalité, tu sais que "la défaite" est proche, mais tu crois tellement à ta "supériorité" que tu espères malgré tout le miracle, ton miracle. Tu te dis : "À la fin des fins, si je lutte, je gagnerai". Tu rêves parfois de l'Afrique du Sud, et tu ne comprends pas que tu t'aveugles sur une cause qui, parce qu'elle est injuste, ne tardera pas à être perdue. À la réalité rugueuse tu opposes ton rêve. Et toi qui méprises si ouvertement les poètes, tu te plais à entretenir des mythes. Vous, hommes d'action, vous m'avez toujours étonné par votre fantaisie et vos affabulations. Aujourd'hui, vous me faites peur. Vous consentez trop facilement "à la valise ou au cercueil". Vous devenez à votre tour complices d'une volonté qui me fait mal. L'Algérie se fera avec nous ou sans nous, mais, si elle devait se faire sans nous, je sens qu'il manquerait à la pâte qui lève une mesure de son levain. Si l'Algérie avait délibérément choisi l'Orient et un mode de vie oriental, je penserais que c'est son droit et que nous n'avons rien à dire. Mais, si l'Algérie reste attachée à l'Orient, elle a néanmoins choisi un ensemble de structures qui relèvent de l'Occident, et c'est pourquoi je reste persuadé que, vieux occidentaux, cette révolution nous concerne, que nous avons un rôle à jouer dans cette nation et que nous avons, nous aussi, un certain nombre de briques à apporter à l'édifice commun. Ainsi, tout en participant à la vie de la nation, nous recevrons à notre tour un sang jeune et une vigueur réveillée. Je continue à croire, et j'espère contre toutes les apparences, que l'Orient et l'Occident, unis dans une œuvre nouvelle, auront dans les années à venir un visage de salut à proposer au monde. Je crois que l'Orient et l'Occident ont besoin de se rajeunir et d'incarner ensemble une idée neuve de l'homme. L'Algérie devrait être le creuset de cette culture et de ce message pacifique. C'est pourquoi nous n'avons pas le droit de quitter la terre où nous pourrions nous réaliser. Mais ce droit ne va pas sans devoirs et le premier consiste, après avoir opté sans équivoque pour ce pays (sans lequel nous ne serions plus que des exilés, des déracinés), à en accepter loyalement la réalité.

La réalité, c'est que ce pays est arabo-berbère et musulman et que nous sommes, avec les israélites entre autres, une minorité qui, comme telle, risque d'avoir une place minoritaire. La réalité, c'est que sur cette terre indépendante, un million d'Européens devra abandonner ses privilèges pour participer, dans la proportion de un pour neuf, à l'édification d'un ordre égalitaire. La réalité, c'est que nous perdrons un peu de notre confort de seigneurs et de nos immenses propriétés. La réalité, c'est que, si nous le voulons, dans l'égalité des droits et des devoirs, et la justice retrouvée, après une période où l'esprit de revanche nous aura certainement fait souffrir, il sera possible, en prenant appui sur nos différences, de donner au monde un visage généreux de l'homme. Ce sera une expérience difficile et unique. Elle vaut la peine d'être tentée. Ne nous faisons pas d'illusions, au début nous aurons à subir à notre tour un certain nombre d'humiliations. D'ores et déjà, nos morts de "cette guerre" créent un terrible fossé de cruauté, de vengeance et de surenchères inhumaines. Mais si nous ne cédon's ni à la facilité ni au sentiment, un jour, avec l'équilibre renaîtra, au-delà des origines et des religions, au-delà d'un passé pénible, le sens profond de la Communauté.

Toi qui es colon, je crois que tu as aussi tout à gagner à cela. De toute façon c'est à prendre ou à laisser. Et c'est ici qu'il faut accepter, quoi qu'il en coûte, de dire la vérité cruelle : le jour viendra où, dans une Algérie libre, un million d'Européens (parmi lesquels à peine 25.000 colons), d'une part déçu par le gouvernement français (qui ne peut se payer le luxe de guerres coloniales continues et subira les pressions de plus en plus précises de l'ONU et des nations de Bandoeng), d'autre part considéré, à juste titre, comme "rebelle" par le gouvernement algérien, se trouvera livré à la haine (qu'il n'aura su ni prévenir ni endiguer) et aux solutions du désespoir : "la valise ou le cercueil".

Moi, je dis non ! À ce faux dilemme, je réponds par notre seule solution : prendre fait et cause pour l'Algérie réelle, accepter quoi qu'il en coûte une Nuit du 4 août, à notre amour-propre de Français d'Algérie répondre par notre fierté d'Algérien. Les Anglais et les Espagnols d'Amérique trahissaient-ils leur race et leurs traditions en choisissant leur nouvelle patrie ? Dès à présent, le peuple et un certain nombre de chefs politiques français reconnaissent à l'Algérie le droit de se gérer elle-même et de choisir son destin dans le cadre d'une amitié française.

Peut-être est-il grand temps pour les Français d'Algérie de comprendre que pour eux qui se sentent solidaires de ce pays (au point qu'ils s'y feraient tuer plutôt que de le quitter), la seule issue se trouve dans une juste prise de conscience nationale, dans un effort commun avec ceux qu'hier encore ils traitaient en ennemis. Nés et formés par une même terre, un même amour, musulmans et européens ont tout à gagner à s'entendre, à s'estimer et à définir ensemble une œuvre de vérité.

Mais accepterez-vous de lâcher quelques préjugés pour le salut de tous ? J'ai peur que ce ne soit là encore qu'une utopie et que cette Algérie, notre Mère, ne se fasse à la longue, par votre faute, sans vous et contre nous. C'est ici que le cœur se déchire, pour nous qui savons combien nos amis arabes et berbères, malgré le mal que nous leur avons fait et le terrorisme dont ils nous frappent, continuent de vouloir passionnément la fraternité, l'égalité et cette liberté qu'ils ont appris à chérir dans une tradition que nous avons quelquefois reniée. Voilà, Jean-Pierre, ce que je devais te dire pour ne pas être comptable à mon tour des "désertions de

l'espérance“. Le temps est venu de choisir et de préférer à l'illusion des races la réalité d'un pays. »

Jean Sénac est né le 29 novembre 1926 à Beni-Saf (Algérie) dans une famille ouvrière d'origine espagnole. Interpellé très tôt par la situation d'injustice de la société coloniale, il rejoint le FLN, dès 1954 et rentre en Algérie à l'indépendance, la choisissant comme patrie. Poète avant tout, il a créé de nombreuses revues, plus ou moins éphémères, et a écrit aussi divers textes dont cette lettre, en 1956, adressée à un certain « Jean-Pierre » mais qui, publiée dans la revue *Esprit*, prend une valeur plus générale : expliquer inlassablement aux siens, à ceux de sa communauté, que la colonisation ne peut et ne doit perdurer et qu'il faut construire, ensemble, une nouvelle Algérie. A partir de 1962, J. Sénac est une personnalité du monde de la culture en Algérie et, en particulier, il aide à l'émergence de nouvelles voix poétiques par ses recherches dans tout le pays qui ont pour « tribune » ses émissions de radio. Assassiné chez lui, au cœur d'Alger, à la fin du mois d'août 1973 (sans que les circonstances du meurtre aient été élucidées), il est enterré près d'Alger à Aïn Benian et reconnu, aujourd'hui, comme un des grands poètes de l'Algérie.

En 1956, la période est celle de la radicalisation, de part et d'autre, de la guerre. Jean Sénac écrit cette lettre peu de temps après la « journée des tomates », au cours de laquelle le président du Conseil, Guy Mollet, a honteusement capitulé devant les « ultras » d'Alger.

LETTRE A UN FRANÇAIS DE FRANTZ FANON 1956

Quand tu m'as dit ton désir de quitter l'Algérie, mon amitié soudain s'est faite silencieuse ? Certes de images surgies, tenaces et décisives étaient à l'entrée de ma mémoire.

Je te regardais et ta femme à côté.

Tu te voyais déjà en France... De nouveaux visages autour de toi, très loin de ce pays où depuis quelques jours les choses décidément ne vont pas bien.

Tu m'as dit, l'atmosphère se gâte, il faut que je m'en aille. Ta décision sans être irrévocable parce que tu l'avais exprimée, progressivement prenait forme.

Ce pays inexplicablement hérissé ! Les routes qui ne sont plus sûres. Les champs de blé transformés en brasiers. Les Arabes qui sont méchants.

On raconte. On raconte.

Les femmes seront violées. Les testicules seront coupés et fichés entre les dents.

Rappelez-vous Sétif ! Voulez-vous un autre Sétif ?

Ils l'auront mais pas nous.

Tu m'as dit tout cela en riant.

Mais ta femme ne riait pas.

Et derrière ton rire j'ai vu.

J'ai vu ton essentielle ignorance des choses de ce pays.

Des choses car je t'expliquerai.

Peut-être partiras-tu, mais dis-moi, quand on te demandera : « Que se passe-t-il en Algérie ? » Que répondras-tu ?

Quand tes frères te demanderont : qu'est-il arrivé en Algérie ? Que leur répondras-tu ?

Plus précisément quand on voudra comprendre pourquoi tu as quitté ce pays, comment feras-tu pour éteindre cette honte que déjà tu traînes ?

Cette honte de n'avoir pas compris, de n'avoir pas voulu comprendre ce qui autour de toi s'est passé tous les jours.

Huit ans durant tu fus dans ce pays.

Et pas un morceau de cette énorme plaie qui t'ait empêché !

Et pas un morceau de cette énorme plaie qui t'est obligé !

De te découvrir enfin tel.

Inquiet de l'Homme mais singulièrement pas de l'Arabe.

Soucieux, angoissé, tenaillé.

Mais en plein champ, ton immersion dans la même boue. Dans la même lèpre.

Car pas un Européen qui ne se révolte, ne s'indigne, de s'alarmer de tout, sauf du sort fait à l'Arabe.

Arabes inaperçus.

Arabes ignorés.

Arabes passés sous silence.

Arabes subtilisés, dissimulés.

Arabes quotidiennement niés, transformés en décor saharien. Et toi mêlé à ceux :

Qui n'ont jamais serré la main à un Arabe.

Jamais bu le café.

Jamais parlé du temps qu'il fait à un Arabe.

A tes côtés les Arabes.

Ecartés les Arabes.

Sans effort rejetés les Arabes.
Confinés les Arabes.
Ville indigène écrasée.
Ville d'indigènes endormis.
Il n'arrive jamais rien chez les Arabes.
Toute cette lèpre sur ton corps.
Tu partiras. Mais toutes ces questions, ces questions sans réponse. Le silence conjugué de 800.000 Français, ce silence ignorant, ce silence innocent.
Et 9.000.000 d'hommes sous ce linceul de silence.
Je t'offre ce dossier afin que nul ne meure, ni les morts d'hier, ni les ressuscités d'aujourd'hui.
Je veux ma voix brutale, je ne la veux pas belle, je ne la veux pas pure, je ne la veux pas de toutes dimensions.
Je la veux de part en part déchirée, je ne veux pas qu'elle s'amuse car enfin, je parle de l'homme et de son refus, de la quotidienne pourriture de l'homme, de son épouvantable mission.
Je veux que tu racontes.
Que je dise par exemple : il existe une crise de la scolarisation en Algérie, pour que tu penses : c'est dommage il faut y remédier.
Que je dise : un Arabe sur trois cents qui sache signer son nom, pour que tu penses : c'est triste, il faut que cela cesse.
Ecoute plus avant :
Une directrice d'école se plaignant devant moi, se plaignant à moi d'être obligée chaque année d'admettre dans son école de nouveaux petits Arabes.
L'analphabétisme de ces petits bicots qui croît à la mesure même de notre silence.
Instruire les Arabes, mais vous n'y pensez pas.
Vous voulez donc nous compliquer la vie.
Ils sont bien comme ils sont.
Moins ils comprennent, mieux cela vaut.
Et où prendre les crédits.
Cela va vous coûter les deux yeux de la tête.
D'ailleurs ils n'en demandent pas tant.
Une enquête faite auprès des Caïds montre que l'Arabe ne réclame pas d'écoles.
Millions de petits cireurs. Millions de « porter madame ».
Millions de donne-moi un morceau de pain. Millions d'illettrés « ne sachant pas signer, ne signe, signons ».
Millions d'empreintes digitales sur les procès-verbaux qui conduisent en prisons.
Sur les actes de Monsieur le Cadi.
Sur les engagements dans les régiments de tirailleurs algériens.
Millions de fellahs exploités, trompés, volés.
Fellahs agrippés à quatre heures du matin, abandonnés à huit heures du soir.
Du soleil à la lune.
Fellahs gorgés d'eau, gorgés de feuilles, gorgés de vieille galette qui doit faire tout le mois.
Fellah immobile et tes bras bougent et ton dos courbé mais ta vie arrêtée.
Les voitures passent et vous ne bougez pas. On vous passera sur le ventre que vous ne bougeriez pas.

Arabes sur les routes.
Bâtons passés dans l'anse du panier.
Panier vide, espoir vide, toute cette mort du fellah. Deux cent cinquante francs par jour.
Fellah sans terre.
Fellah sans raison.
Si vous n'êtes pas contents vous n'avez qu'à partir. Des enfants pleins la case. Des femmes pleines dans les cases.
Fellah essoré.
Sans rêve.
Six fois deux cent cinquante francs par jour.
Et rien ici ne vous appartient.
On est gentil avec vous, de quoi vous plaigniez-vous ?
Sans nous que feriez-vous ? Ah, il serait joli ce pays si nous nous en allions ?
Transformé en marais au bout de peu de temps, oui !
Vingt-quatre fois deux cent cinquante francs par jour.
Travaille fellah. Dans ton sans l'éreintement prosterné de toute une vie.
Six mille francs par mois.
Sur ton visage le désespoir.
Dans ton ventre la résignation...
Qu'importe fellah si ce pays est beau.

(Lettre inédite publiée dans *Pour la Révolution africaine*, Maspero, 1969)

LETTRE DE FRANTZ FANON AU MINISTRE RESIDENT 1956

Monsieur le Docteur Frantz Fanon
Médecin des Hôpitaux Psychiatriques
Médecin-Chef de service à
L'Hôpital Psychiatrique de
BLIDA-JOINVILLE

A Monsieur le Ministre Résident
Gouverneur Général de l'Algérie
ALGER

Monsieur Le Ministre,

Sur ma demande et par arrêté en date du 22 octobre 1953, Monsieur le Ministre de la Santé Publique et de la Population a bien voulu me mettre à la disposition de Monsieur le Gouverneur Général de l'Algérie pour être affecté à un Hôpital Psychiatrique de l'Algérie.

Installé à l'Hôpital Psychiatrique de Blida-Joinville le 23 novembre 1953, j'y exerce depuis cette date les fonctions de Médecin-Chef de service.

Bien que les conditions objectives de la pratique psychiatrique en Algérie fussent déjà un défi au bon sens, il m'était apparu que des efforts devaient être entrepris pour rendre moins vicieux un système dont les bases doctrinales s'opposaient quotidiennement à une perspective humaine authentique.

Pendant près de trois ans je me suis mis totalement au service de ce pays et des hommes qui l'habitent. Je n'ai ménagé ni mes efforts, ni mon enthousiasme. Pas un morceau de mon action qui n'ait exigé comme horizon l'émergence unanimement souhaitée d'un monde valable.

Mais que sont l'enthousiasme et le souci de l'homme si journallement la réalité est tissée de mensonges, de lâchetés, du mépris de l'homme ?

Que sont les intentions si leur incarnation est rendue impossible par l'indigence du cœur, la stérilité de l'esprit, la haine des autochtones de ce pays ?

La Folie est l'un des moyens qu'a l'homme de perdre sa liberté. Et je puis dire, que placé à cette intersection, j'ai mesuré avec effroi l'ampleur de l'aliénation des habitants de ce pays.

Si la psychiatrie est la technique médicale qui se propose de permettre à l'homme de ne plus être étranger à son environnement, je me dois d'affirmer que l'Arabe, aliéné permanent dans son pays, vit dans un état de dépersonnalisation absolue.

Le statut de l'Algérie ? Une déshumanisation systématique.

Or le pari absurde était de vouloir coûte que coûte faire exister quelques valeurs alors que le non-droit, l'inégalité, le meurtre multi-quotidien de l'homme étaient érigés en principes législatifs.

La structure coloniale existant en Algérie s'opposait à toute tentative de remettre l'individu à sa place.

Monsieur le Ministre il arrive un moment où la ténacité devient persévération morbide. L'espoir n'est plus alors la porte ouverte sur l'avenir mais le maintien illogique d'une attitude subjective en rupture organisée avec le réel ?

Monsieur le Ministre, les événements actuels qui ensanglantent l'Algérie ne constituent pas aux yeux de l'observateur un scandale. Ce n'est ni un accident, ni une panne de mécanisme.

Les événements d'Algérie sont la conséquence logique d'une tentative avortée de décérébrer un peuple.

Il n'était point exigé d'être psychologue pour deviner sous la bonhomie apparente de l'Algérien, derrière son humilité dépouillée, une exigence fondamentale de dignité. Et rien ne sert, à l'occasion de manifestations non simplifiables, de faire appel à un quelconque civisme.

La fonction d'une structure sociale est de mettre en place des institutions traversées par le souci de l'homme. Une société qui accule ses membres à des solutions de désespoir est une société non viable, une société à remplacer.

Le devoir du citoyen est de le dire. Aucune parole professionnelle, aucune solidarité de classe, aucun désir de laver le linge en famille ne prévaut ici. Nulle mystification pseudo-nationale ne trouve grâce devant l'exigence de la pensée.

Monsieur le Ministre, la décision de sanctionner les grévistes du 5 juillet 1956 est une mesure qui, littéralement, me paraît irrationnelle.

Où les grévistes ont été terrorisés dans leur chair et celle de leur famille, alors il fallait comprendre leur attitude, la juger normale, compte tenu de l'atmosphère.

Où leur abstention traduisait un courant d'opinion unanime, une conviction inébranlable, alors toute attitude sanctionniste était superflue, gratuite, inopérante.

Je dois à la vérité de dire que la peur ne m'a pas paru être le trait dominant des grévistes. Bien plutôt il y avait le vœu inéluctable de susciter dans le calme et le silence une ère nouvelle toute de dignité et de paix.

Le travailleur dans la cité doit collaborer à la manifestation sociale. Mais il faut qu'il soit convaincu de l'excellence de cette société vécue. Il arrive un moment où le silence devient mensonge.

Les intentions maîtresses de l'existence personnelle s'accommodent mal des atteintes permanentes aux valeurs les plus banales.

Depuis de longs mois ma conscience est le siège de débats impardonnables. Et leur conclusion est la volonté de ne pas désespérer de l'homme, c'est-à-dire de moi-même.

Ma décision est de ne pas assurer une responsabilité coûte que coûte, sous le fallacieux prétexte qu'il n'y a rien d'autre à faire.

Pour toutes ces raisons, j'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous demander de bien vouloir accepter ma démission et de mettre fin à ma mission en Algérie, avec l'assurance de ma considération distinguée.

Frantz FANON est né le 20 juillet 1925 à Fort-de-France (Martinique), troisième d'une famille de huit. Il fait ses études secondaires au lycée Schoelcher où il bénéficie des cours d'Aimé Césaire par l'intermédiaire de son frère Joby. En 1943, il part en dissidence, par l'île voisine de la Dominique, pour rejoindre les Forces Françaises Libres : il arrive au Maroc, puis en Algérie et enfin débarque à Toulon. Il est blessé en traversant le Rhin. Cette participation marque la fin de ses illusions quant à la « Mère Patrie ». Après sa démobilisation et sa réussite au baccalauréat en Martinique, il s'inscrit en médecine à Lyon. Il obtient un diplôme de médecine légale et de pathologie tropicale, se spécialise en psychiatrie et passe une licence de psychologie. Il se marie en 1952. Il choisit d'aller à Saint-Alban comme interne dans le service du D^r. Tosquelles, républicain espagnol exilé, car il sait qu'on y expérimente des méthodes nouvelles en psychiatrie. Il présente le concours du médecin des hôpitaux psychiatriques. Il fait alors une demande pour un poste en Afrique (Sénégal), puis en Algérie. C'est dans ce pays qu'il est nommé, en novembre 1953, médecin-chef à l'hôpital psychiatrique de Blida-Joinville : il y transforme la vie des malades et prend la mesure des profonds traumatismes qu'engendre le régime colonial. Il a très vite des contacts avec des militants nationalistes de la base. Dès 1954, il héberge, cache des militants, des responsables de la Wilaya IV. En juillet 1956, il envoie une lettre de démission à Robert Lacoste, ministre résident en Algérie. Il est expulsé d'Algérie. Les contacts sont pris avec la direction de la résistance algérienne ; il rejoint Tunis, s'engageant totalement dans ce combat qu'il fait sien, en tant qu'Algérien, choisissant l'Algérie comme patrie. Il travaille au département Information à Tunis avec Abane Ramdane. Il est membre de la rédaction d'*El Moudjahid*, tout en continuant à exercer la psychiatrie. En janvier 1960, le GPRA le nomme représentant à Accra : il effectuera différentes missions en Afrique. En décembre 1960, il se voit atteint d'une leucémie mais ne ralentit pas pour autant ses activités. Il meurt le 6 décembre 1961 aux Etats-Unis. Selon son vœu, son corps est ramené à Tunis et enterré en terre algérienne. De février à mai, il a écrit *Les Damnés de la terre* qui paraissent, à Paris, juste avant sa mort.

Ses ouvrages publiés : *Peau noire, masques blancs* (Le Seuil, 1952), *L'An V de la Révolution algérienne* (*Sociologie d'une révolution*, Maspero, 1959), *Les Damnés de la terre* (Maspero 1961, avec une préface de Jean-Paul Sartre), *Pour une révolution africaine* (Maspero, 1961, textes rassemblés après sa mort). Ces ouvrages ont eu plusieurs rééditions et traductions dans de nombreuses langues : la plus récente en français, aux éditions de La Découverte.

La « Lettre à un Français », quoique plus largement destinée, a été probablement écrite pour Lacaton, psychiatre, Chef de service à Blida à la même époque que lui et qui venait de Bordeaux. Démocrate, plutôt à gauche, il a donné un coup de main à la résistance mais a très vite freiné. Il attendait de rentrer en France le plus vite possible. A sa lecture, on peut être frappé par la connaissance que Fanon a acquise de la société coloniale de l'époque.

La Lettre de démission est bien contextualisée dans la courte biographie donnée.

**AIME CESAIRE, DEPUTE DE LA MARTINIQUE,
A MAURICE THOREZ, SECRETAIRE GENERAL DU PARTI
COMMUNISTE FRANÇAIS**

Maurice Thorez,

Il me serait facile d'articuler tant à l'égard du Parti Communiste Français qu'à l'égard du Communisme International tel qu'il est patronné par l'Union Soviétique, une longue liste de griefs ou de désaccords.

La moisson a été particulièrement riche ces derniers temps et les révélations de Khrouchtchev sur Staline sont telles qu'elles ont plongé, ou du moins, je l'espère, tous ceux qui ont, à quelque degré que ce soit, participé à l'action communiste dans un abîme de stupeur, de douleur et de honte.

Oui, ces morts, ces torturés, ces suppliciés, ni les réhabilitations posthumes, ni les funérailles nationales, ni les discours officiels ne prévaudront contre eux. Ils ne sont pas de ceux dont on conjure le spectre par quelque phrase mécanique.

Désormais leur visage apparaît en filigrane dans la pâte même du système, comme l'obsession de notre échec et de notre humiliation. Et bien entendu, ce n'est pas l'attitude du Parti Communiste Français, telle qu'elle a été définie en son XIVe Congrès, attitude qui semble avant tout avoir été dictée par le dérisoire souci des dirigeants de ne pas perdre la face, qui aura permis de dissiper le malaise et obtenu que cesse de s'ulcérer et de saigner au plus vif de nos consciences une blessure.

Les faits sont là, massifs.

Je cite pêle-mêle : les précisions données par Khrouchtchev sur les méthodes de Staline ; la vraie nature des rapports entre le pouvoir de l'Etat et la classe ouvrière dans trop de démocraties populaires, rapports qui nous font croire à l'existence dans ces pays d'un véritable capitalisme d'Etat exploitant la classe ouvrière de manière pas très différente de la manière dont on en use avec la classe ouvrière dans les pays capitalistes ; la conception généralement admise dans les partis communistes de type stalinien des relations entre états et partis frères, témoin le tombereau d'injures déversées pendant cinq ans sur la Yougoslavie coupable d'avoir affirmé sa volonté d'indépendance ; le manque de signes positifs indiquant la volonté du Parti Communiste Russe et de l'Etat soviétique d'accorder leur indépendance aux autres partis communistes et aux autres états socialistes ; ou alors le manque de hâte des partis non russes et singulièrement du Parti Communiste Français à s'emparer de cette offre et à affirmer leur indépendance à l'égard de la Russie ; tout cela nous autorise à dire que – exception faite pour la Yougoslavie – dans de nombreux pays d'Europe, et au nom du Socialisme, des bureaucraties coupées du peuple, des bureaucraties usurpatrices et dont il est maintenant prouvé qu'il n'y a rien à attendre, ont réussi la piteuse merveille de transformer en cauchemar ce que l'humanité a pendant longtemps caressé comme un rêve : le Socialisme. Quant au Parti Communiste Français, on n'a pas pu ne pas être frappé par sa répugnance à s'engager dans les voies de la déstalinisation ; sa mauvaise volonté à condamner Staline et les méthodes qui l'ont conduit au crime ; son inaltérable satisfaction de soi ; son refus de renoncer pour sa part et en ce qui le concerne aux méthodes antidémocratiques chères à

Staline ; bref par tout cela qui nous autorise à parler d'un stalinisme français qui a la vie plus dure que Staline lui-même et qui, on peut le conjecturer, aurait produit en France les mêmes catastrophiques effets qu'en Russie, si le hasard avait permis qu'en France il s'installât au pouvoir.

Ici comment taire notre déception ? Il est très vrai de dire qu'au lendemain du rapport Khrouchtchev nous avons tressailli d'espérance.

On attendait du Parti Communiste Français une autocritique probe ; une désolidarisation d'avec le crime qui le disculpât ; pas un reniement, mais un nouveau et solennel départ ; quelque chose comme le Parti Communiste fondé une seconde fois... Au lieu qu'au Havre, nous n'avons vu qu'entêtement dans l'erreur ; persévérance dans le mensonge ; absurde prétention de ne s'être jamais trompé ; bref chez des pontifes plus que jamais pontifiant, une incapacité sénile à se déprendre de soi même pour se hausser au niveau de l'événement et toutes les ruses puérides d'un orgueil sacerdotal aux abois.

Quoi ! Tous les partis communistes bougent. Italie. Pologne. Hongrie. Chine. Et le parti français, au milieu du tourbillon général, se contemple lui, même et se dit satisfait. Jamais je n'ai eu autant conscience d'un tel retard historique affligeant un grand peuple... Mais, quelque grave que soit ce grief – et à lui seul très suffisant car faillite d'un idéal et illustration pathétique de l'échec de toute une génération – je veux ajouter un certain nombre de considérations se rapportant à ma qualité d'homme de couleur.

Disons d'un mot : qu'à la lumière des événements (et réflexion faite sur les pratiques honteuses de l'antisémitisme qui ont eu cours et continuent encore semble-t-il à avoir cours dans des pays qui se réclament du socialisme), j'ai acquis la conviction que nos voies et celles du communisme tel qu'il est mis en pratique, ne se confondent pas purement et simplement ; qu'elles ne peuvent pas se confondre purement et simplement.

Un fait à mes yeux capital est celui-ci : que nous, hommes de couleur, en ce moment précis de l'évolution historique, avons, dans notre conscience, pris possession de tout le champ de notre singularité et que nous sommes prêts à assumer sur tous les plans et dans tous les domaines les responsabilités qui découlent de cette prise de conscience. Singularité de notre « situation dans le monde » qui ne se confond avec nulle autre. Singularité de nos problèmes qui ne se ramènent à nul autre problème. Singularité de notre histoire coupée de terribles avatars qui n'appartiennent qu'à elle.

Singularité de notre culture que nous voulons vivre de manière de plus en plus réelle. Qu'en résulte-t-il, sinon que nos voies vers l'avenir, je dis toutes nos voies, la voie politique comme la voie culturelle, ne sont pas toutes faites ; qu'elles sont à découvrir, et que les soins de cette découverte ne regardent que nous ? C'est assez dire que nous sommes convaincus que nos questions, ou si l'on veut la question coloniale, ne peut pas être traitée comme une partie d'un ensemble plus important, une partie sur laquelle d'autres pourront transiger ou passer tel compromis qu'il leur semblera juste de passer eu égard à une situation générale qu'ils auront seuls à apprécier.

Ici il est clair que je fais allusion au vote du Parti Communiste Français sur l'Algérie, vote par lequel le parti accordait au gouvernement Guy Mollet Lacoste les pleins pouvoirs pour sa politique en Afrique du Nord – éventualité dont nous n'avons aucune garantie qu'elle ne puisse se renouveler. En tout cas, il est constant que notre lutte, la lutte des peuples coloniaux contre le colonialisme, la lutte des peuples de couleur contre le racisme est

beaucoup plus complexe – que dis-je, d'une tout autre nature que la lutte de l'ouvrier français contre le capitalisme français et ne saurait en aucune manière, être considérée comme une partie, un fragment de cette lutte.

Je me suis souvent posé la question de savoir si dans des sociétés comme les nôtres, rurales comme elles sont, les sociétés de paysannerie, où la classe ouvrière est infime et où par contre, les classes moyennes ont une importance politique sans rapport avec leur importance numérique réelle, les conditions politiques et sociales permettaient dans le contexte actuel, une action efficace d'organisations communistes agissant isolément (à plus forte raison d'organisations communistes fédérées ou inféodées au parti communiste de la métropole) et si, au lieu de rejeter à priori et au nom d'une idéologie exclusive, des hommes pourtant honnêtes et foncièrement anticolonialistes, il n'y avait pas plutôt lieu de rechercher une forme d'organisation aussi large et souple que possible, une forme d'organisation susceptible de donner élan au plus grand nombre, plutôt qu'à caporaliser un petit nombre. Une forme d'organisation où les marxistes seraient non pas noyés, mais où ils joueraient leur rôle de levain, d'inspirateur, d'orienteur et non celui qu'à présent ils jouent objectivement, de diviseurs des forces populaires.

L'impasse où nous sommes aujourd'hui aux Antilles, malgré nos succès électoraux, me paraît trancher la question : j'opte pour le plus large contre le plus étroit ; pour le mouvement qui nous met au coude à coude avec les autres et contre celui qui nous laisse entre nous ; pour celui qui rassemble les énergies contre celui qui les divise en chapelles, en sectes, en églises ; pour celui qui libère l'énergie créatrice des masses contre celui qui la canalise et finalement la stérilise.

En Europe, l'unité des forces de gauche est à l'ordre du jour ; les morceaux disjoints du mouvement progressiste tendent à se ressouder, et nul doute que ce mouvement d'unité deviendrait irrésistible si du côté des partis communistes staliniens, on se décidait à jeter par dessus bord tout l'impedimenta des préjugés, des habitudes et des méthodes hérités de Staline. Nul doute que dans ce cas, toute raison, mieux, tout prétexte de boudier l'unité serait enlevé à ceux qui dans les autres partis de gauche ne veulent pas de l'unité, et que de ce fait les adversaires de l'unité se trouveraient isolés et réduits à l'impuissance.

Et alors, comment dans notre pays, où le plus souvent, la division est artificielle, venue du dehors, branchée qu'elle est sur les divisions européennes abusivement transplantées dans nos politiques locales, comment ne serions-nous pas décidés à sacrifier tout, je dis tout le secondaire, pour retrouver l'essentiel ; cette unité avec des frères, avec des camarades qui est le rempart de notre force et le gage de notre confiance en l'avenir.

D'ailleurs, ici, c'est la vie elle-même qui tranche. Voyez donc le grand souffle d'unité qui passe sur tous les pays noirs ! Voyez comme, çà et là, se remaille le tissu rompu ! C'est que l'expérience, une expérience durement acquise, nous a enseigné qu'il n'y a à notre disposition qu'une arme, une seule efficace, une seule non ébréchée : l'arme de l'unité, l'arme du rassemblement anticolonialiste de toutes les volontés, et que le temps de notre dispersion au gré du clivage des partis métropolitains est aussi le temps de notre faiblesse et de nos défaites.

Pour ma part, je crois que les peuples noirs sont riches d'énergie, de passion qu'il ne leur manque ni vigueur, ni imagination mais que ces forces ne peuvent que s'étioler dans des organisations qui ne leur sont pas propres, faites pour eux, faites par eux et adaptées à des fins qu'eux seuls peuvent déterminer.

Ce n'est pas volonté de se battre seul et dédain de toute alliance. C'est volonté de ne pas confondre alliance et subordination. Solidarité et démission. Or c'est là très exactement de quoi nous menacent quelques uns des défauts très apparents que nous constatons chez les membres du Parti Communiste Français : leur assimilationisme invétéré ; leur chauvinisme inconscient ; leur conviction passablement primaire – qu'ils partagent avec les bourgeois européens – de la supériorité omnilatérale de l'Occident ; leur croyance que l'évolution telle qu'elle s'est opérée en Europe est la seule possible ; la seule désirable ; qu'elle est celle par laquelle le monde entier devra passer ; pour tout dire, leur croyance rarement avouée, mais réelle, à la civilisation avec un grand C ; au progrès avec un grand P (témoin leur hostilité à ce qu'ils appellent avec dédain le « relativisme culturel », tous défauts qui bien entendu culminent dans la gent littéraire qui à propos de tout et de rien dogmatise au nom du parti). Il faut dire en passant que les communistes français ont été à bonne école. Celle de Staline. Et Staline est bel et bien celui qui a ré introduit dans la pensée socialiste, la notion de peuples « avancés » et de peuples « attardés ». Et s'il parle du devoir du peuple avancé (en l'espèce les Grands Russes) d'aider les peuples arriérés à rattraper leur retard, je ne sache pas que le paternalisme colonialiste proclame une autre prétention.

Dans le cas de Staline et de ses sectateurs, ce n'est peut-être pas de paternalisme qu'il s'agit. Mais c'est à coup sûr de quelque chose qui lui ressemble à s'y méprendre.

Inventons le mot : c'est du « fraternalisme ».

Car il s'agit bel et bien d'un frère, d'un grand frère qui, imbu de sa supériorité et sûr de son expérience, vous prend la main (d'une main hélas ! parfois rude) pour vous conduire sur la route où il sait se trouver la Raison et le Progrès.

Or c'est très exactement ce dont nous ne voulons pas. Ce dont nous ne voulons plus. Nous voulons que nos sociétés s'élèvent à un degré supérieur de développement, mais d'elles-mêmes, par croissance interne, par nécessité intérieure, par progrès organique, sans que rien d'extérieur vienne gauchir cette croissance, ou l'altérer ou la compromettre. Dans ces conditions on comprend que nous ne puissions donner à personne délégation pour penser pour nous ; délégation pour chercher pour nous ; que nous ne puissions désormais accepter que qui que ce soit, fût-ce le meilleur de nos amis, se porte fort pour nous. Si le but de toute politique progressiste est de rendre un jour leur liberté aux peuples colonisés, au moins faut-il que l'action quotidienne des partis progressistes n'entre pas en contradiction avec la fin recherchée et ne détruise pas tous les jours les bases mêmes, les bases organisationnelles comme les bases psychologiques de cette future liberté, lesquelles se ramènent à un seul postulat : le droit à l'initiative.

Je crois en avoir assez dit pour faire comprendre que ce n'est ni le marxisme ni le communisme que je renie, que c'est l'usage que certains ont fait du marxisme et du communisme que je réprouve. Que ce que je veux, c'est que marxisme et communisme soient mis au service des peuples noirs, et non les peuples noirs au service du marxisme et du communisme. Que la doctrine et le mouvement soient faits pour les hommes, non les hommes pour la doctrine ou pour le mouvement. Et bien entendu cela n'est pas valable pour les seuls communistes. Et si j'étais chrétien ou musulman, je dirais la même chose. Qu'aucune doctrine ne vait que repensée par nous, que repensée pour nous, que convertie à nous. Cela a l'air d'aller de soi. Et pourtant dans les faits cela ne va pas de soi.

Et c'est ici une véritable révolution copernicienne qu'il faut imposer, tant est enracinée en Europe, et dans tous les partis, et dans tous les domaines, de l'extrême droite à l'extrême

gauche, l'habitude de faire pour nous, l'habitude de disposer pour nous, l'habitude de penser pour nous, bref l'habitude de nous contester ce droit à l'initiative dont je parlais tout à l'heure et qui est, en définitive, le droit à la personnalité. C'est sans doute là l'essentiel de l'affaire. Il existe un communisme chinois. Sans très bien le connaître, j'ai à son égard un préjugé des plus favorables. Et j'attends de lui qu'il ne verse pas dans les monstrueuses erreurs qui ont défiguré le communisme européen. Mais il m'intéresserait aussi et plus encore, de voir éclore et s'épanouir la variété africaine du communisme. Il nous proposerait sans doute des variantes utiles, précieuses, originales et nos vieilles sagesses nuanceraient, j'en suis sûr, ou compléteraient bien des points de la doctrine.

Mais je dis qu'il n'y aura jamais de variante africaine, ou malgache, ou antillaise du communisme, parce que le communisme français trouve plus commode de nous imposer la sienne. Qu'il n'y aura jamais de communisme africain, malgache ou antillais, parce que le Parti Communiste Français pense ses devoirs envers les peuples coloniaux en termes de magistère à exercer, et que l'anticolonialisme même des communistes français porte encore les stigmates de ce colonialisme qu'il combat. Ou encore, ce qui revient au même, qu'il n'y aura pas de communisme propre à chacun des pays coloniaux qui dépendent de la France, tant que les bureaux de la rue Saint- Georges, les bureaux de la section coloniale du Parti Communiste Français, ce parfait pendant du Ministère de la rue Oudinot, persisteront à penser à nos pays comme à terres de missions ou pays sous mandat. Pour revenir à notre propos, l'époque que nous vivons est sous le signe d'un double échec : l'un évident, depuis longtemps, celui du capitalisme. Mais aussi l'autre, celui, effroyable, de ce que pendant trop longtemps nous avons pris pour du socialisme ce qui n'était que du stalinisme. Le résultat est qu'à l'heure actuelle le monde est dans l'impasse.

Cela ne peut signifier qu'une chose : non pas qu'il n'y a pas de route pour en sortir, mais que l'heure est venue d'abandonner toutes les vieilles routes. Celles qui ont mené à l'imposture, à la tyrannie, au crime. C'est assez dire que pour notre part, nous ne voulons plus nous contenter d'assister à la politique des autres. Au piétinement des autres. Aux combinaisons des autres. Aux rafistolages de consciences ou à la casuistique des autres.

L'heure de nous mêmes a sonné.

Et ce que je viens de dire des nègres n'est pas valable que pour les nègres. Oui tout peut encore être sauvé, tout, même le pseudo socialisme installé çà et là en Europe par Staline, à condition que l'initiative soit rendue aux peuples qui jusqu'ici n'ont fait que la subir ; à condition que le pouvoir descende et s'enracine dans le peuple, et je ne cache pas que la fermentation qui se produit à l'heure actuelle en Pologne, par exemple, me remplit de joie et d'espoir.

Ici que l'on me permette de penser plus particulièrement à mon malheureux pays : la Martinique.

J'y pense pour constater que le Parti Communiste Français est dans l'incapacité absolue de lui offrir une quelconque perspective qui soit autre chose qu'utopique ; que le Parti Communiste Français ne s'est jamais soucié de lui en offrir ; qu'il n'a jamais pensé à nous qu'en fonction d'une stratégie mondiale au demeurant déroutante.

J'y pense pour constater que le communisme a achevé de lui passer autour du cou le nœud coulant de l'assimilation ; que le communisme a achevé de l'isoler dans le bassin caraïbe ; qu'il a achevé de le plonger dans une manière de ghetto insulaire ; qu'il a achevé de le couper des autres pays antillais dont l'expérience pourrait lui être à la fois instructive et

fructueuse (car ils ont les mêmes problèmes que nous et leur évolution démocratique est impétueuse) : que le communisme enfin, a achevé de nous couper de l'Afrique Noire dont l'évolution se dessine désormais à contre-sens de la nôtre. Et pourtant cette Afrique Noire, la mère de notre culture et de notre civilisation antillaise, c'est d'elle que j'attends la régénération des Antilles, pas de l'Europe qui ne peut que parfaire notre aliénation, mais de l'Afrique qui seule peut revitaliser, repersonnaliser les Antilles.

Je sais bien. On nous offre en échange la solidarité avec le peuple français ; avec le prolétariat français, et à travers le communisme, avec les prolétariats mondiaux. Je ne nie pas ces réalités. Mais je ne veux pas ériger ces solidarités en métaphysique. Il n'y a pas d'alliés de droit divin. Il y a des alliés que nous impose le lieu, le moment et la nature des choses. Et si l'alliance avec le prolétariat français est exclusive, si elle tend à nous faire oublier ou contrarier d'autres alliances nécessaires et naturelles, légitimes et fécondantes, si le communisme saccage nos amitiés les plus vivifiantes, celle qui nous unit à l'Afrique, alors je dis que le communisme nous a rendu un bien mauvais service en nous faisant troquer la Fraternité vivante contre ce qui risque d'apparaître comme la plus froide des abstractions. Je prévois une objection. Provincialisme ? Non pas. Je ne m'enterre pas dans un particularisme étroit. Mais je ne veux pas non plus me perdre dans un universalisme décharné.

Il y a deux manières de se perdre : par ségrégation murée dans le particulier ou par dilution dans l' « universel ».

Ma conception de l'universel est celle d'un universel riche de tout le particulier, riche de tous les particuliers, approfondissement et coexistence de tous les particuliers. Alors ? Alors il nous faudra avoir la patience de reprendre l'ouvrage, la force de refaire ce qui a été défait ; la force d'inventer au lieu de suivre ; la force « d'inventer » notre route et de la débarrasser des formes toutes faites, des formes pétrifiées qui l'obstruent. En bref, nous considérons désormais comme notre devoir de conjuguer nos efforts à ceux de tous les hommes épris de justice et de vérité pour bâtir des organisations susceptibles d'aider de manière probe et efficace les peuples noirs dans leur lutte pour aujourd'hui et pour demain : lutte pour la justice ; lutte pour la culture ; lutte pour la dignité et la liberté ; des organisations capables en un mot de les préparer dans tous les domaines à assumer de manière autonome les lourdes responsabilités que l'histoire en ce moment même fait peser si lourdement sur leurs épaules.

Dans ces conditions, je vous prie de recevoir ma démission de membre du Parti Communiste Français.

Aimé Césaire, Paris, le 24 octobre 1956

Quelques mois après le percutant rapport Khrouchtchev qui révéla les crimes de Staline, Aimé Césaire a adressé cette lettre de démission à Maurice Thorez alors secrétaire général du Parti communiste Français. "Je crois en avoir assez dit pour faire comprendre que ce n'est ni le marxisme ni le communisme que je renie, que c'est l'usage que certains ont fait du marxisme et du communisme que je réprouve." Aimé Césaire fondera le PPM, Parti populaire Martiniquais. Cf. les nombreux sites sur le poète, intellectuel, homme politique.

Voir sur le site du Réseau International Frantz Fanon, les textes de la soirée du 24 juin 2008 consacrée à Aimé Césaire et F. Fanon.

LETTRE DE PATRICE LUMUMBA

JANVIER 1960

A son épouse, le 30 janvier 1960

Ma compagne chérie,

Je t'écris ces mots sans savoir s'ils te parviendront, quand ils te parviendront, et si je serai en vie lorsque tu les liras. Tout le long de ma lutte pour l'indépendance de mon pays, je n'ai jamais douté un seul instant du triomphe final de la cause sacrée à laquelle mes compagnons et moi avons consacré toute notre vie. Mais ce que nous voulions pour notre Pays, son droit à une vie honorable, à une dignité sans tache, à une indépendance sans restrictions, le colonialisme belge et ses alliés occidentaux qui ont trouvé des soutiens directs et indirects, délibérés et non délibérés, parmi certains hauts fonctionnaires des Nations Unies, cet organisme en qui nous avons placé toute notre confiance lorsque nous avons fait appel à son assistance, ne l'ont jamais voulu.

Ils ont corrompu certains de nos compatriotes, ils en ont acheté d'autres, ils ont contribué à déformer la vérité et à souiller notre indépendance. Que pourrai-je dire d'autre ? Que mort, vivant, libre ou en prison sur ordre des colonialistes, ce n'est pas ma personne qui compte. C'est le Congo, c'est notre pauvre peuple dont on a transformé l'indépendance en une cage d'où l'on nous regarde du dehors tantôt avec cette compassion bienveillante, tantôt avec joie et plaisir. Mais ma foi restera inébranlable. Je sais et je sens du fond de moi-même que tôt ou tard mon peuple se débarrassera de tous ses ennemis intérieurs et extérieurs qu'il se lèvera comme un seul homme pour dire non au colonialisme dégradant et honteux, et pour reprendre sa dignité sous un soleil pur.

Nous ne sommes pas seuls. L'Afrique, l'Asie et les peuples libres et libérés de tous les coins du monde se trouveront toujours aux côtés des millions de Congolais qui n'abandonneront la lutte que le jour où il n'y aura plus de colonisateurs et leurs mercenaires dans notre pays. A mes enfants que je laisse et que peut-être je ne reverrai pas, je veux qu'on dise que l'avenir du Congo est beau et qu'il attend d'eux, comme il attend de chaque Congolais, d'accomplir la tâche sacrée de la reconstruction de notre indépendance, et de notre souveraineté ; car sans justice il n'y a pas de dignité et sans indépendance il n'y a pas d'hommes libres.

Ni brutalités, ni sévices, ni tortures ne m'ont jamais amené à demander la grâce car je préfère mourir la tête haute, la foi inébranlable et la confiance profonde dans la destinée de mon pays plutôt que vivre dans la soumission et le mépris des principes sacrés. L'histoire dira un jour son mot, mais ce ne sera pas l'histoire qu'on enseignera aux Nations Unies, Washington, Paris, ou Bruxelles, mais celle qu'on enseignera dans les pays affranchis du colonialisme et ses fantoches. L'Afrique écrira sa propre histoire et elle sera au Nord et au Sud du Sahara une histoire de gloire et de dignité.

Ne me pleure pas, ma compagne, moi je sais que mon pays, qui souffre tant, saura défendre son indépendance et sa liberté. Vive le Congo ! Vive l'Afrique.

Patrice.

Patrice Emery Lumumba, figure emblématique du patriotisme congolais et africain, est né le 2 juillet 1925 à Onalua (ex-Congo belge) et a été exécuté à Elisabethville [ex-Congo belge] le 17 janvier 1961, quelques mois après sa nomination au poste de premier ministre, avec la complicité de tous les pays et acteurs politiques qui avaient intérêt à l'effacer de l'échiquier politique.

Le temps passant ce leader est devenu une référence d'anticolonialisme, de cet engagement jusqu'au sacrifice de sa vie. Testament politique et adieu émouvant, La dernière lettre de Lumumba à sa femme Pauline, écrite en prison en décembre 1960, nous rapproche d'un leader terriblement humain. Le 4 janvier 1961, de sa prison, Lumumba envoie clandestinement un message à M. Dayal pour l'O.N.U. C'est l'avant-dernier texte que nous possédons du Premier Ministre.

Le destin de Lumumba a donné lieu à de nombreux films, ouvrages et œuvres littéraires. On signalera, en particulier : la pièce de théâtre d'Aimé Césaire, *Une saison au Congo*, Le Seuil, 1973 et *Lumumba*, film de Raoul Peck, en 2000.

Verso de la couverture : présentation de la pièce d'A. Césaire : « L'Afrique au temps du vertige des indépendances reconquises. De temps en temps, une grande et haute figure. Au Congo, celle de Patrice Lumumba. Homme politique. Sans doute le seul du Congo, et le plus grand de l'Afrique. C'est qu'il y a en lui du voyant et du prophète. A travers cet homme que sa stature même semble désigner pour le mythe, toute l'histoire d'un continent et d'une humanité se joue de manière exemplaire et symbolique. »

LETTRE OUVERTE À FRANÇOIS MITTERRAND
CANDIDAT HUMANISTE AUX ÉLECTIONS FRANÇAISES

Monsieur le Président,
Et Cher Compatriote du Monde nommé La Terre,

Je me permets de vous écrire, Monsieur le Président, puisque la démocratie et l'espérance n'ont pas de patrie, la vérité de même.

Nous sommes devant l'entrée du troisième millénaire de notre ère, c'est-à-dire l'ère de l'intelligence et de l'esprit. L'intelligence et l'esprit s'asseyent dans les bras de la conscience. Et la conscience est d'abord conscience de vie, donc élan de générosité. Je ne vous apprendrai rien, Monsieur le Président, sur l'histoire et le destin de votre pays, tout comme je ne vous en apprendrai pas sur les frémissements de notre époque: la remontée de la barbarie, de l'arrogance, de l'arbitraire, de la bêtise, du silence, de la peur.

Nous qui sommes au temps d'explosion technologique, nous restons paradoxalement une époque de silence, de bâclage et de ravagement. Ce n'est pas à vous que j'en apprendrai sur les maladies d'une époque dont le grand mérite se confond avec notre virtuosité à faire semblant. Notre monde d'aujourd'hui, Monsieur le Président, fait semblant de penser, de comprendre, d'être attentif, de résoudre les problèmes... Nous faisons semblant d'être une époque de progrès ; cette chose-là, vous le savez, Monsieur le Président, est horrible. Nous faisons semblant de coopérer, de vouloir la paix, de décoloniser, de venir au secours des pauvres... Cette dernière chose est mortelle. Elle est notre tragédie. Malgré tout, avons-nous le droit de rêver le rêve de l'espérance, de la justice, par conséquent celui du devenir et de l'avenir ? La réponse à cette question est oui, Monsieur le Président. Ce rêve-là est exigence, hélas ! Exigence de franchise.

Pendant un siècle et demi, nous nous sommes parlé, avec les lèvres, de nos intérêts respectifs, souvent dans le dos de notre conscience. Le moment est venu, Monsieur le Président, de nous parler avec nos cœurs et notre conscience.

Nous devons sortir des étiquetages traditionnels de l'Africain rigolo et de l'Européen en impérialiste fascinant. Le monde a soif d'un autre rêve. Nous avons désormais l'exigence d'appeler chaque chose par son nom, pour payer notre tribut de franchise.

On dit, chez moi, Kongo, que la franchise est la seule marque de monnaie qui achète une amitié vraie. L'Afrique a besoin de l'Europe, tout autant que l'Europe a besoin de l'Afrique. Or, Monsieur le Président, l'Afrique a besoin de démocratie. Vous ne seriez pas sage de garder tous les œufs de la démocratie dans le seul panier européen, de même que vous ne seriez pas raisonnable de garder un continent en otage ; cela coûterait trop cher à l'humanité.

Vous savez de quoi je parle, Monsieur le Président, et ma franchise m'est dictée par la grande admiration que je vous porte. Vous avez su imposer à la France une autre porte que les sorties traditionnelles de la politique intérieure. L'avenir, Monsieur le Président, si l'avenir il y a encore, aura un énorme étonnement devant le fait que les démocraties européennes, si fières de leur liberté, financent le totalitarisme en Afrique. L'histoire sera indignée un jour par le fait que l'aide au développement n'aura été pour la plupart des cas qu'un financement de la

médiocrité et de l'arbitraire, pour faire échec à l'intelligence et à la culture ; j'entends par culture, Monsieur le Président, une victoire sur notre peur naturelle de l'autre, celui qui ne nous ressemble pas. J'entends par culture le choix que nous pouvons nous imposer de promouvoir la différence dans un monde uniformisateur.

Je ne vous apprendrai rien, Monsieur le Président, sur la crise qui gouverne notre monde d'aujourd'hui. On l'appelle crise économique (ce qui prouve que notre époque ne pense pas beaucoup) ; elle est en réalité une crise de la culture, une défaite faite de la pensée et des valeurs, une crise de la conscience. Elle se manifeste sur le terrain de l'économie mondiale du moment que cette économie mondiale n'est pas lieu de rencontre du rêve et de la conscience, mais plutôt lieu d'échec du rêve et de la conscience. L'économie mondiale n'est pas un lieu de culture mais une cage pour la barbarie, un lieu de fabrication du désespoir, de la mort, du suicide, de la guerre, du découragement, de l'impuissance, du mensonge... En un mot un haut lieu de défaite pour l'esprit.

Question fondamentale, Monsieur le Président : sommes-nous capables de produire une économie lieu d'espoir, de vie, d'intelligence, pour endiguer l'arbitraire, la médiocrité, l'ignorance, la mort ?... N'est-ce pas là un des devoirs de la démocratie, Monsieur le Président, que de produire une société civilisée qui fasse échec à la médiocrité et au fanatisme par la promotion de la culture et de l'esprit ?

Exigence est devenu le mot de passe absolu, en notre siècle éreinté. Être exigeant, c'est vouloir, comme un fou, que le monde continue à vivre malgré la menace nucléaire : qu'on continue à rêver, à penser, à vouloir... Au lieu de faire semblant.

La France, votre pays, a des millions d'amis vrais à travers toute l'Afrique noire. Elle a aussi des millions de courtisans, artisans rompus de la médiocrité et du mimétisme culturel. Le temps est venu pour elle de choisir entre la profondeur et le simulacre, entre l'amitié et les « singérations ». Nous voulons, Monsieur le Président, être et rester des partisans de la petite princesse nommée démocratie, puisque l'arbitraire et le fanatisme sont dans le camp de la barbarie.

La paix du monde n'est pas naturelle. Nous voulons la construire avec vous. La légalité et la fraternité entre les hommes ne sont pas à l'état de nature. Nous voulons les édifier avec vous : une Afrique forte ne peut être qu'une pierre forte dans l'édifice d'un monde plus humain. Par contre, une Afrique faible, à genoux, affamée, malade, affaiblira forcément le camp de la démocratie. En clair, l'Afrique noire a besoin d'un plan Marshall et d'un renforcement de la légalité. Vous qui aviez un jour parlé de devoir d'ingérence, Monsieur le Président, vous qui disiez que les nations n'étaient pas propriétaires de leurs crimes, vous comprenez de quoi je parle. Avant le triomphe de la démocratie, tous les plans de développement ne seront que de fausses notes, sur lesquelles vous et nous allons faire semblant de penser, de chercher, de trouver, d'espérer, d'envisager, d'inaugurer, de financer... Toutes les aides au développement ne seront que des aides au suicide, à la famine, donc des bâclages monstrueux.

Je vous écris, Monsieur le Président, puisque vous êtes démocrate et humaniste, avec une conviction qui appelle l'admiration et l'estime. Tous les humanistes et tous les démocrates du monde, vous le savez, peut-être, vous demandent de vous représenter aux élections de votre pays. Le nouvel humanisme, dans le respect absolu des différences, commande l'ingérence dans les affaires intérieures de l'humanité. Je me sens, Monsieur le Président, humainement ingérant dans l'avenir et le devenir du monde. C'est pour cette raison-là que je vous suggère de ne pas inventer le vide sur la scène politique de votre pays. La paix du monde n'est pas une chose naturelle, Monsieur le Président. Elle sera, contre la

médiocrité, le travail de l'intelligence. Celui aussi de la conscience et de l'esprit aux prises avec le fanatisme et la barbarie.

Toutes ces réalités vous sont plutôt habituelles, Monsieur le Président. Vous savez absolument que dans notre monde en douleur, le devoir d'ingérence devient une pièce maîtresse de la survie de l'humanité : une pièce ce qui remplacera la bonne ou mauvaise conscience dictée par l'escroquerie de la non-ingérence. La seule réponse que l'humanité puisse donner à la mort, au fanatisme et au bâclage, reste hélas, l'ingérence de la conscience humaine dans les affaires intérieures du monde, à condition bien entendu, que cette nouvelle conscience assure la promotion et le respect absolu de ce qui nous rapproche fondamentalement : notre différence.

Sony Labou Tansi

Poète et romancier, dramaturge et metteur en scène, le Congolais Sony Labou Tansi avertissait sur sa carte de visite « Métier : Homme ; Fonction : Révolté ». Né en 1947, il s'est imposé dès la parution de son premier roman en 1979, *La Vie et demie*, comme un auteur capital dans les nouvelles écritures africaines. La même année, il crée le Rocado Zulu Théâtre. Dès lors, sa carrière littéraire se confond avec le rythme de ses publications, de ses participations à des festivals internationaux. En 1989, il s'engage activement dans la vie politique du Congo et devient député, ne cessant depuis le Sud de faire entendre au monde sa colère et sa honte, prophétisant le « cosmocide », s'imposant avant l'heure comme une voix altermondialiste et une pensée écologique. Il meurt à Brazzaville le 14 juin 1995, laissant une œuvre abondante et visionnaire, éclatant en tous genres : des nouvelles, six romans édités au Seuil, une douzaine de pièces de théâtre, trois recueils de poèmes publiés à titre posthume, d'innombrables interventions dispersées dans les médias, sans compter les inédits en péril...

Au début de l'année 1988, Sony Labou Tansi entreprit une tournée des centres culturels français de l'Afrique de l'Ouest, prononça diverses conférences et répondit à de nombreuses interviews. Sa venue à Lomé (Togo) se situait à un moment clé de ce qui était perçu comme le nécessaire processus de démocratisation du régime du président Eyadema, dont les pratiques tyranniques sont si excellemment décrites tant par le chercheur Comi Toulabor que par le romancier Ahmadou Kourouma*.

Une commission des droits de l'Homme avait été mise en place au Togo à l'automne 1987, une plus grande liberté de parole semblait possible. Une échéance habitait les esprits, celle de l'élection présidentielle de 1988, à laquelle le Premier ministre Jacques Chirac allait se présenter contre un président vieillissant, François Mitterrand, parvenu au terme de son premier mandat. Le gouvernement togolais devait donner des gages à chacun des camps. La tournée de Sony Labou Tansi prenait ainsi l'allure d'une campagne en faveur de la démocratisation, perçue essentiellement comme libération de la parole. Peu après la tournée de Sony Labou Tansi, la nouvelle revue togolaise intellectuelle, *Propos scientifiques*, fondée en 1985, publia une lettre ouverte de Sony au président Mitterrand, pour lui demander, au nom de l'Afrique, de se présenter aux élections présidentielles françaises (mars 1988). Cette lettre sera reprise dans le recueil des dits et écrits de Sony Labou Tansi en préparation, à paraître aux éditions Revue Noire.

*Toulabor (Comi), *Le Togo sous Eyadema*. Paris : Karthala, 1986.

Kourouma (Ahmadou), *En attendant le vote des bêtes sauvages*. Paris : Le Seuil, 1994.

Sony Labou Tansi à Lomé le 15 février 1988. CNRS / Travaux et Documents, Bordeaux : Centre d'Etude d'Afrique Noire, 2000

Nicolas Martin-Granel et Greta Rodriguez-Antoniotti

Bamako, le 30 novembre 2005
AMINATA D. TRAORE

BIENVENUE AU PRESIDENT DES FRANÇAIS
A
BAMAKO, LA TRES LOINTAINE BANLIEUE

*« Au bout du petit matin, cette ville plate - étalée...
Et dans cette ville inerte, cette foule crie si étonnamment
passée à côté de son cri comme cette ville à côté de son
mouvement, de son sens, sans inquiétude à côté de son vrai cri,
le seul qu'on eut voulu l'entendre crier parce qu'on le sent sien
lui seul. »*

Aimé Césaire, *Cahier de retour au pays natal*

« *Vous êtes parti de chez vous, vous êtes venu chez vous* » sont les mots de bienvenue, Monsieur le Président, que votre homologue malien vous adressera, certainement, à votre arrivée à Bamako dans le cadre du 23^{ème} Sommet des chefs d'Etats de France et d'Afrique.

Je me situe sur le même registre et vous souhaite, moi aussi, la bienvenue chez nous et chez vous. N'est-elle pas belle et remarquable d'ouverture ainsi que d'humanité, cette expression de l'hospitalité malienne et africaine qui invite au voyage, lève les barrières entre ceux qui se rencontrent, peuples ou individus ?

Elle a surtout le mérite de nous plonger au cœur du débat sur les questions de territoires, de liberté de mouvements et d'identités, c'est-à-dire des migrations qui constituent avec le terrorisme, les deux peurs de l'Occident. Qui aurait pu penser que du projet de construction du village global prospère et libre d'accès à tous, sans distinction de race, ni de religion, naîtrait un monde où dominant la peur de l'autre, l'ostracisme et le racisme ?

L'Afrique est la région du monde qui, non seulement n'a rien à gagner dans le libre-échange, mais qui lui paie le tribut le plus lourd. Il est heureux que vous ayez décidé, vos homologues et vous, d'accorder une attention privilégiée aux jeunes du continent, dans le cadre du Sommet de Bamako. Ce sont eux qui paient cher pour l'ouverture au forceps de nos économies qui avaient surtout besoin d'être consolidées de l'intérieur au lieu d'être livrées aux multinationales au nom d'une compétitivité dont nos pays n'ont ni les moyens ni la latitude.

Aux jeunes d'Afrique, l'Occident qui fait de cette ouverture au marché une exigence, ne dit nullement « *vous êtes parti de chez vous, vous êtes venus chez vous* ». Après avoir pris d'assaut et pillé les pays dont ils sont originaires, il se barricade tout en poursuivant la ponction à travers de faux accords de partenariats.

Je vous ai adressée à ce sujet une lettre, en soulignant que l'émergence de l'ivoirité en tant qu'identité meurtrière est allée de pair avec la paupérisation de la Côte d'Ivoire, avec la chute des prix des produits d'exportation, à partir de la fin de la décennie 70. Elle est restée sans suite. En réalité, je n'attendais point de réaction de votre part. Ma démarche était un monologue qui m'aura permis de poursuivre la réflexion que m'ont inspirée vos courageuses

prises de position, en septembre 2001 à Johannesburg (Afrique du Sud), lors du sommet de la Terre. Vous vous exprimiez en ces termes : « *Malgré les immenses promesses dont elle est riche, la mondialisation menace la diversité. Telle qu'elle se développe aujourd'hui, elle s'appuie notamment sur les progrès fulgurants des technologies virtuelles qui altèrent les liens avec la réalité sensible. Elle est fondée sur la consommation de masse ; la logique qui la porte, pousse à la standardisation des produits, des normes et des langues. Fondée sur le commerce, elle tend à tout réduire à une marchandise* ».

Le meilleur service que vous pouvez rendre à la jeunesse africaine, Monsieur le Président, dans le contexte actuel, consiste à questionner le plus rigoureusement possible son vécu dans le contexte de cette mondialisation que vous critiquez. Il apparaîtra clairement que l'incompressible besoin d'émigrer qui les habite est étroitement lié à la destruction de nos économies et de nos repères.

Les candidats à l'émigration, faut-il le rappeler, Monsieur le Président, sont surtout des sans voix ni droit à l'information sur les politiques macro-économiques qui continuent d'appauvrir leurs pays. Ils se recrutent parmi les paysans ruinés par la destruction de l'agriculture paysanne, les travailleurs aux salaires de misère quand ils n'ont pas été licenciés, les jeunes diplômés sans emplois, les petits commerçants désemparés par la concurrence sauvage et les mères de familles qui n'en peuvent plus de colmater les brèches ouvertes par les politiques néolibérales.

Le sort de la filière cotonnière est hautement édifiant quant au double jeu de vos pays et la dictature des institutions de Bretton Woods. L'Union Européenne, dont votre pays est l'une des chevilles ouvrières, et les Etats-Unis d'Amérique s'octroient le droit de subventionner leur propre agriculture, c'est-à-dire de se doper dans le cadre d'une course qu'ils ont imposée aux plus faibles.

Aussi, le discours de nos Etats libéraux sur les causes de l'immigration clandestine en occultant les ravages du système néolibéral est-il totalement biaisé et source de mépris pour nous. Le racisme ne peut qu'en être exacerbé. Les politiques qui en découlent sont irrespectueuses des droits économiques, politiques, sociaux et culturels de nos peuples, dont les jeunes.

Ce sont vos multinationales qui, au nom d'une prétendue efficacité et rentabilité, absorbent les entreprises publiques, s'approprient à vil prix les matières premières qui appartiennent aux peuples et aux jeunes d'Afrique, inondent nos marchés de biens subventionnés, condamnent nos populations à émigrer.

L'état d'ébranlement de la France, au terme de trois semaines d'émeutes en dit long, Monsieur le Président, sur notre enfer dans la mesure où par ici, le feu couve partout, éclate çà et là, faute de réponses adéquates à une demande sociale forte, qui est d'abord celle des jeunes. Comme à Clichy-sous-Bois, dans le Val d'Oise, le Val de Marne et ailleurs, ils sont en colère du fait du chômage massif, de la démission et du manque de vision des aînés, décideurs et parents. Ils n'attendent pas au pied des immeubles mais sous les arbres, le long des caniveaux sales qu'ils auraient pu curer et fermer en s'appropriant ainsi leurs quartiers si les milliards qui viennent d'être investis dans l'aménagement de quelques artères, pour votre passage avaient pu être négociés et utilisés autrement.

A l'instar de ses homologues africains, le Président malien a dû s'acquitter de cette tâche qui consiste pour les pays qui abritent le Sommet France-Afrique, à construire, agrandir, embellir des bâtiments et les voies que vous empruntez. C'est en cela que ce Sommet est la parfaite expression de ces choix et pratiques qui desservent les intérêts des populations et les

excluent au sens propre et au sens figuré de ce terme. Dans la capitale malienne vous aurez droit, vous et vos homologues africains, en plus du Palais des congrès rénové à un boulevard bordé de jardins nouvellement aménagés et inaccessibles aux Bamakois.

Dans votre analyse de la situation des banlieues de France en feu, vous faites, à juste titre, allusion à une crise d'identité et à un manque de respect, qui sont également les caractéristiques de vos lointaines banlieues que sont nos grandes villes. C'est aussi pour cette raison que l'expression « *vous êtes parti de chez vous, vous êtes venu chez vous* » est heureuse.

De part et d'autre du mur de Schengen, Monsieur le Président, à Ceuta et Melilla, et dans vos banlieues, ce sont les mêmes jeunes qui viennent de mettre subitement et violemment à nu l'échec lamentable de la mondialisation néolibérale qui a déteint sur la politique de coopération et d'intégration à la française. Ils rappellent que la même logique marchande engendre le même chômage, la même détresse humaine et la même révolte, chez vous, chez nous et ailleurs.

Cette lecture des faits, je le sais, est difficilement acceptable pour un Nicolas Sarkozy et autres ultralibéraux qui préfèrent manipuler la peur de l'autre au risque de mettre le feu aux poudres. Tout comme ceux qui nient les méfaits de la colonisation, ils rechignent à établir un quelconque lien entre l'intensification des flux migratoires et cet échec notoire des réformes structurelles qui, dans leur esprit, participent, dans nos pays, à la mission civilisatrice de l'Occident.

Pour conclure, Monsieur le Président, je souhaite que vos homologues africains et vous reteniez qu'aux portes de l'Europe, à Ceuta et Melilla, mais aussi à Lampedusa et autres lieux de transit, de détention et de mort, ainsi que dans vos banlieues, les jeunes d'Afrique vous ont surtout lancé un appel au secours. Tandis que vous, vous avez mis du temps à réagir aux événements qui se sont produits dans votre pays, les dirigeants africains ont tout simplement préféré garder le silence.

Du fait de leur simultanéité et de leur extrême gravité ces faits attestent que vos rencontres au sommet n'ont pas aidé vos concitoyens et que, par conséquent, ils n'ont pas leur raison d'être. Ils auront été une série de fête entre la France et ses obligés, à laquelle les circonstances actuelles devraient mettre un terme.

L'Afrique et la France ont plus que jamais besoin d'espaces, de dialogue véritable mais aussi de liberté et de vérité, où la pensée sur les causes et les réponses aux migrations, par exemple, ne sera pas le monopole des pays riches.

Les peuples d'Afrique et de la France vous inspireront dans cette perspective le contenu et le sens d'une coopération vraie conforme à leurs intérêts.

Ensemble, nous nous donnerons alors les moyens de construire un destin commun, au lieu d'en laisser le soin au marché libre et déloyal qui est en train de désintégrer l'Afrique et l'Europe.

Ensemble, nous repenserons les accords de partenariat économiques, qu'il s'agisse de l'Accord de Cotonou ou du processus de Barcelone, de telle sorte que les peuples d'Afrique, notamment les jeunes puissent tirer le maximum de profit de leurs richesses : minerais, pétrole, matières agricoles, etc.

Nos élections n'auront plus besoin d'être supervisées et nos élus surveillés et sanctionnés pour mauvaise application de vos instructions, parce qu'ils auront à mettre en œuvre des politiques économiques que nous aurons convenues avec eux. Elles ne seront pas non plus l'occasion de bousculades ni de tueries parce que nos peuples et surtout les jeunes

seront avisés, exigeants et regardants quant à la gestion des ressources que dégageront nos propres efforts de transformation économique sociale et culturelle.

Dans une Afrique réhabilitée dans ses droits économiques, politiques, sociaux et culturels, Nicolas Sarkozy et autres ultralibéraux, n'auront plus à s'arracher les cheveux quant aux moyens de mieux barricader l'Europe et d'en expulser les non solvables.

Dans cette Afrique rêvée, nous vous accueillerons, Monsieur le Président, dans les villes assainies, bâties, non pas dans la précipitation, le manque de transparence et de repères avec des décorations de Noël en plein sahel. Nous prendrons tout notre temps, tous les jours et les bâtirons dans la concertation, l'enthousiasme et avec amour, en mobilisant les jeunes qui se les approprieront ainsi et en faisant le meilleur usage possible des ressources disponibles : finance, matériaux, savoirs et savoir-faire.

Sachant l'importance que vous attachez à la diversité culturelle, vous aimerez, j'en suis persuadée, ces nouvelles cités africaines, gérées par des élus qui privilégient la demande de leurs concitoyens.

Telle est, Monsieur le Président, ma prière de femme noire et africaine, en cette veille de votre arrivée dans cette « *ville plate-étalée* », pour l'instant « *passée à côté de son cri... de son vrai cri, le seul qu'on eut voulu l'entendre crier parce qu'on le sent sien lui seul* » comme dirait Aimé Césaire.

Un autre partenariat entre l'Afrique et la France est indispensable.

Bienvenue en terre africaine du Mali, chez nous, chez vous.

Aminata Dramane TRAORE est née à Bamako (Mali) en 1947. Elle a suivi une formation supérieure en Sciences sociales. Ministre de la culture sous la présidence d'Alpha Oumar Konaré, elle a démissionné pour garder sa liberté de parole. Militante altermondialiste, elle est aussi chef d'entreprise à Bamako.

Cette « Lettre » est écrite alors qu'Aminata Traoré a édité, chez Fayard, sous le titre « Lettre au Président des Français à propos de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique en général » (2005), une autre Lettre à laquelle elle fait allusion dans celle-ci. Adresse donc à Jacques Chirac à la veille de l'ouverture du 23^{ème} sommet des Chefs d'état. Une troisième lettre peut être lue, écrite au moment de l'inauguration du musée du quai de Branly.

Décembre 2005

LETTRE OUVERTE A SARKOZY

EDOUARD GLISSANT ET PATRICK CHAMOISEAU

M. le Ministre de l'Intérieur,

La Martinique est une vieille terre d'esclavage, de colonisation, et de néo-colonisation. Mais cette interminable douleur est un maître précieux : elle nous a enseigné l'échange et le partage. Les situations déshumanisantes ont ceci de précieux qu'elles préservent, au coeur des dominés, la palpitation d'où monte toujours une exigence de dignité. Notre terre en est des plus avides.

Il n'est pas concevable qu'une Nation se renferme aujourd'hui dans des étroites identitaires telles que cette Nation en soit amenée à ignorer ce qui fait la communauté actuelle du monde : la volonté sereine de partager les vérités de tout passé commun et la détermination à partager aussi les responsabilités à venir. La grandeur d'une Nation ne tient pas à sa puissance, économique ou militaire (qui ne peut être qu'un des garants de sa liberté), mais à sa capacité d'estimer la marche du monde, de se porter aux points où les idées de générosité et de solidarité sont menacées ou faiblissent, de ménager toujours, à court et à long terme, un avenir vraiment commun à tous les peuples, puissants ou non. Il n'est pas concevable qu'une telle Nation ait proposé par une loi (ou imposé) des orientations d'enseignement dans ses établissements scolaires, comme aurait fait le premier régime autoritaire venu, et que ces orientations visent tout simplement à masquer ses responsabilités dans une entreprise (la colonisation) qui lui a profité en tout, et qui est de toutes manières irrévocablement condamnable.

Les problèmes des immigrations sont mondiaux : les pays pauvres, d'où viennent les immigrants, sont de plus en plus pauvres, et les pays riches, qui accueillaient ces immigrants, qui parfois organisaient leur venue pour les besoins de leurs marchés du travail et, disons-le, en pratiquaient comme une sorte de traite, atteignent peut-être aujourd'hui un seuil de saturation et s'orientent maintenant vers une traite sélective. Mais les richesses créées par ces exploitations ont généré un peu partout d'infinies pauvretés, lesquelles suscitent alors de nouveaux flux humains : le monde est un ensemble où l'abondance et le manque ne peuvent plus s'ignorer, surtout si l'une provient de l'autre. Les solutions proposées ne sont donc pas à la hauteur de la situation. Une politique d'intégration (en France) ou une politique communautariste (en Angleterre), voilà les deux orientations générales qu'adoptent les gouvernements intéressés.

Mais dans les deux cas, les communautés d'immigrants, abandonnées sans ressources dans des ghettos invivables, ne disposent d'aucun moyen réel de participer à la vie de leur pays d'accueil, et ne peuvent participer de leurs cultures d'origine que de manière tronquée, méfiante, passive : ces cultures deviennent en certains cas des cultures du retirement. Aucun

des choix gouvernementaux ne propose une véritable politique de la Relation : l'acceptation franche des différences, sans que la différence de l'immigrant soit à porter au compte d'un communautarisme quelconque ; la mise en oeuvre de moyens globaux et spécifiques, sociaux et financiers, sans que cela entraîne une partition d'un nouveau genre ; la reconnaissance d'une interpénétration des cultures, sans qu'il y aille d'une dilution ou d'une déperdition des diverses populations ainsi mises en contact : réussir à se situer dans ces points d'équilibre serait vivre réellement l'une des beautés du monde, sans pour autant perdre de vue les paysages de ses horreurs.

Si chaque nation n'est pas habitée de ces principes essentiels, les nominations exemplaires sur la base d'une apparence physique, les discriminations vertueuses, les quotas déculpabilisants, les financements de cultes par une laïcité forcée d'aller plus loin, et toutes les aides versées aux humanités du Sud encore victimes des vieilles dominations, ne font qu'effleurer le monde sans pour autant s'y confronter. Ces mesures laissent d'ailleurs fleurir autour d'elles les charters quotidiens, les centres de rétention, les primes aux raideurs policières, les scores triomphants des expulsions annuelles : autant de réponses théâtrales à des menaces que l'on s'invente ou que l'on agite comme des épouvantails, autant d'échecs d'une démarche restée insensible au réel.

Aucune situation sociale, même la plus dégradée, et même surtout celle-là, ne peut justifier d'un traitement de récurage. Face à une existence, même brouillée par le plus accablant des pedigrees judiciaires, il y a d'abord l'informulable d'une détresse : c'est toujours de l'humain qu'il s'agit, le plus souvent broyé par les logiques économiques. Une République qui offre un titre de séjour, ouvre en fait sa porte à une dignité humaine à laquelle demeure le droit de penser, de commettre des erreurs, de réussir ou d'échouer comme peut le faire tout être vivant, et cette République peut alors punir selon ses lois mais en aucun cas retirer ce qui avait été donné. Le don qui chosifie, l'accueil qui suppose la tête baissée et le silence, sont plus proches de la désintégration que de l'intégration, et sont toujours très loin des humanités.

Le monde nous a ouvert à ses complexités. Chacun est désormais un individu, riche de plusieurs appartenances, sans pouvoir se réduire à l'une d'elles, et aucune République ne pourra s'épanouir sans harmoniser les expressions de ces multi-appartenances. De telles identités-relationnelles ont encore du mal à trouver leur place dans les Républiques archaïques, mais ce qu'elles suscitent comme imprécations sont souvent le désir de participation à une alter-République. Les Républiques " unes et indivisibles " doivent laisser la place aux entités complexes des Républiques unies qui sont à même de pouvoir vivre le monde dans ses diversités. Nous croyons à un pacte républicain, comme à un pacte mondial, où des nations naturelles (des nations encore sans État comme la nôtre) pourront placer leur voix, et exprimer leur souveraineté. Aucune mémoire ne peut endiguer seule les retours de la barbarie : la mémoire de la Shoah a besoin de celle de l'esclavage, comme de toutes les autres, et la pensée qui s'y dérobe insulte la pensée. Le moindre génocide minoré nous regarde fixement et menace d'autant les sociétés multi-trans-culturelles. Les grands héros des histoires nationales doivent maintenant assumer leur juste part de vertu et d'horreur, car les mémoires sont aujourd'hui en face des vérités du monde, et le vivre-ensemble se situe maintenant dans les équilibres des vérités du monde. Les cultures contemporaines sont des cultures de la présence au monde. Les cultures contemporaines ne valent que par leur degré de

concentration des chaleurs culturelles du monde. Les identités sont ouvertes, et fluides, et s'épanouissent par leur capacité à se " changer en échangeant " dans l'énergie du monde. Mille immigrations clandestines, mille mariages arrangés, mille regroupements familiaux factices, ne sauraient décourager la juste posture, accueillante et ouverte. Aucune crainte terroriste ne saurait incliner à l'abandon des principes du respect de la vie privée et de la liberté individuelle. Dans une caméra de surveillance, il y a plus d'aveuglement que d'intelligence politique, plus de menace à terme que de générosité sociale ou humaine, plus de régression inévitable que de progrès réel vers la sécurité...

C'est au nom de ces idées, du fait de ces principes seuls, que nous sommes à même de vous souhaiter, de loin, mais sereinement, la bienvenue en Martinique.

Edouard GLISSANT
Patrick CHAMOISEAU

Patrick CHAMOISEAU est né le 3 décembre 1953 à Fort-de-France (Martinique). Il publie son premier roman, en 1986, Chronique des sept misères et le plus récent, Un dimanche au cachot, à la fin de l'année 2007. Ses œuvres (romans et essais) sont éditées chez Gallimard.

Cf. <http://www.lehman.cuny.edu/ile.en.ile/paroles/chamoiseau> html

Edouard GLISSANT est né le 21 septembre 1928 en Martinique. Après des études secondaires au lycée Schœlcher de Fort-de-France, il fait des études supérieures de philosophie à la Sorbonne et d'ethnologie au Musée de l'Homme. Reconnu internationalement, il est un des écrivains les plus lus de la Caraïbe.

Cf. <http://www.lehman.cuny.edu/ile.en.ile/paroles/glissant> html

C....